

## Premier trimestre de 2019



## Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2019

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

**Bénéfice net**  
**3,2 milliards de dollars**  
*Croissance soutenue du résultat de 5 % d'un exercice à l'autre*

**Bénéfice dilué par action**  
**2,15 \$**  
*Solide croissance de 7 % d'un exercice à l'autre*

**RCP<sup>(1)</sup>**  
**16,7 %**  
*Déploiement équilibré des capitaux*

**Ratio CET1**  
**11,4 %**  
*Excellent ratio de fonds propres*

**TORONTO, le 22 février 2019** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 172 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2019, en hausse de 160 millions ou 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, avec une solide croissance du bénéfice dilué par action de 7 %. Nos résultats reflètent la forte croissance sous-jacente des bénéfices des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Plusieurs secteurs d'exploitation se sont ressentis des conditions de marché difficiles au premier trimestre de 2019, ce qui explique en partie la stabilité des résultats du secteur Gestion de patrimoine et le recul des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie. Nos résultats reflètent également une augmentation attribuable à l'incidence du change et à la réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice précédent en lien avec la réforme fiscale américaine.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net est en baisse de 78 millions de dollars, alors que le bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services aux investisseurs et de trésorerie s'est inscrit en hausse. Ces facteurs ont été plus qu'annulés par un repli du bénéfice des secteurs Assurances et Marchés des Capitaux en raison des conditions de marché difficiles.

Les résultats du trimestre reflètent aussi des investissements dans des initiatives axées sur le personnel en contact direct avec les clients et des initiatives technologiques, ainsi qu'une augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'étant établi à 34 points de base (p.b.). Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est amélioré de 8 p.b. par rapport au trimestre précédent, pour se fixer à 28 p.b., en raison surtout de la hausse des dotations à l'égard d'un compte du secteur Marchés des Capitaux. Notre position de capital demeure solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 11,4 %. De plus, nous avons annoncé aujourd'hui une majoration de 0,04 \$, ou 4 %, de notre dividende trimestriel portant à 1,02 \$ par action.

*« Notre stratégie et notre souci permanent d'offrir de la valeur à nos clients et à nos actionnaires nous permettent de générer d'excellents résultats en continu, même lorsque la conjoncture de marché se révèle difficile. En plus d'afficher un bénéfice de 3,2 milliards de dollars, nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui une majoration de 4 % de notre dividende trimestriel. Nous nous employons à gérer nos risques de façon prudente et à équilibrer nos investissements pour assurer une croissance à long terme tout en transformant l'expérience client. »*

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

**T1 2019  
par rapport au  
T1 2018**

• Bénéfice net de 3 172 millions de dollars	↑ 5 %
• Bénéfice dilué par action de 2,15 \$	↑ 7 %
• RCP <sup>(1)</sup> de 16,7 %	↓ 70 p.b.
• Ratio CET1 de 11,4 %	↑ 40 p.b.

**T1 2019  
par rapport au  
T4 2018**

• Bénéfice net de 3 172 millions de dollars	↓ 2 %
• Bénéfice dilué par action de 2,15 \$	↓ 2 %
• RCP <sup>(1)</sup> de 16,7 %	↓ 90 p.b.
• Ratio CET1 de 11,4 %	↓ 10 p.b.

(1) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP). Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Faits saillants du premier trimestre</b>	<b>16</b>	Gestion de patrimoine	<b>51</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	<b>18</b>	Assurances	<b>51</b>	Résumé des méthodes comptables et estimations
<b>2</b>	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	<b>19</b>	Services aux investisseurs et de trésorerie	<b>51</b>	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
<b>3</b>	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	<b>20</b>	Marchés des Capitaux	<b>51</b>	Contrôles et procédures
<b>3</b>	À propos de la Banque Royale du Canada	<b>21</b>	Services de soutien généraux	<b>51</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>
<b>4</b>	Faits saillants financiers et autres	<b>22</b>	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	<b>52</b>	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
<b>5</b>	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	<b>24</b>	<b>Situation financière</b>	<b>53</b>	<b>États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)</b>
<b>7</b>	<b>Rendement financier</b>	<b>24</b>	Bilans résumés	<b>58</b>	<b>Notes annexes (non audité)</b>
<b>11</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	<b>25</b>	Arrangements hors bilan	<b>75</b>	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
<b>11</b>	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	<b>25</b>	<b>Gestion du risque</b>		
<b>11</b>	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	<b>25</b>	Risque de crédit		
<b>14</b>	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	<b>33</b>	Risque de marché		
		<b>37</b>	Risque de liquidité et de financement		
		<b>45</b>	<b>Gestion des fonds propres</b>		
		<b>50</b>	<b>Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation</b>		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2019 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2018. Le présent rapport de gestion, daté du 21 février 2019, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2018. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2018, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, et au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, y compris l'incertitude mondiale, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les technologies de l'information et le cyber-risque, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les risques liés aux données et aux tierces parties, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2018, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

## Vue d'ensemble et perspectives

### À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 84 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 16 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 33 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018	T1 2019 par rapport au T4 2018	T1 2019 par rapport au T1 2018
Total des revenus	11 589 \$	10 669 \$	10 828 \$	920 \$	761 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	514	353	334	161	180
Indemnités sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 225	494	836	731	389
Frais autres que d'intérêt	5 912	5 882	5 611	30	301
Bénéfice avant impôt	3 938	3 940	4 047	(2)	(109)
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 250 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>(78)\$</b>	<b>160 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 571 \$	1 538 \$	1 521 \$	33 \$	50 \$
Gestion de patrimoine	597	553	597	44	–
Assurances	166	318	127	(152)	39
Services aux investisseurs et de trésorerie	161	155	219	6	(58)
Marchés des Capitaux	653	666	748	(13)	(95)
Services de soutien généraux	24	20	(200)	4	224
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 250 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>(78)\$</b>	<b>160 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,15 \$	2,21 \$	2,02 \$	(0,06)\$	0,13 \$
– dilué	2,15	2,20	2,01	(0,05)	0,14
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,7 %	17,6 %	17,4 %	(90) p.b.	(70) p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	73 550 \$	71 700 \$	66 850 \$	1 850 \$	6 700 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,62 %	1,67 %	1,65 %	(5) p.b.	(3) p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,23 %	0,24 %	11 p.b.	10 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,20 %	0,23 %	8 p.b.	5 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,46 %	0,37 %	0,45 %	9 p.b.	1 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (3)	128 %	123 %	122 %	500 p.b.	600 p.b.
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (4)</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	11,4 %	11,5 %	11,0 %	(10) p.b.	40 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	12,8 %	12,4 %	(10) p.b.	30 p.b.
Ratio du total des fonds propres	14,5 %	14,6 %	14,4 %	(10) p.b.	10 p.b.
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,2 %	(10) p.b.	10 p.b.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (5)</b>					
Total de l'actif	1 366 207 \$	1 334 734 \$	1 276 275 \$	31 473 \$	89 932 \$
Titres déduction faite de la correction de valeur applicable	235 832	222 866	222 262	12 966	13 570
Prêts déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	589 820	576 818	538 044	13 002	51 776
Actifs liés aux dérivés	84 816	94 039	105 512	(9 223)	(20 696)
Dépôts	852 564	837 046	800 020	15 518	52 544
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	74 147	73 552	66 430	595	7 717
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	508 512	496 459	466 758	12 053	41 754
Biens sous gestion	688 000	671 000	656 700	17 000	31 300
Biens administrés (6)	5 363 900	5 533 700	5 653 500	(169 800)	(289 600)
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 437 074	1 440 207	1 451 781	(3 133)	(14 707)
– moyenne diluée	1 443 195	1 446 514	1 458 714	(3 319)	(15 519)
– à la fin de la période (7)	1 435 073	1 438 794	1 443 915	(3 721)	(8 842)
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,98 \$	0,98 \$	0,91 \$	– \$	0,07 \$
Rendement de l'action (8)	4,1 %	3,8 %	3,5 %	30 p.b.	60 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	100,02 \$	95,92 \$	105,32 \$	4,10 \$	(5,30)\$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	143 536	138 009	152 089	5 527	(8 553)
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	82 108	81 870	78 648	238	3 460
Nombre de succursales	1 334	1 333	1 368	1	(34)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 568	4 537	4 660	31	(92)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,749 \$	0,767 \$	0,794 \$	(0,018)\$	(0,045)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,761 \$	0,760 \$	0,813 \$	0,001 \$	(0,052)\$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne des trois mois compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(4) Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 16,6 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 8,5 milliards (16,7 milliards et 9,6 milliards au 31 octobre 2018; 18,2 milliards et 9,1 milliards au 31 janvier 2018).

(7) Depuis le quatrième trimestre de 2018, le nombre d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'incidence des actions propres. Les montants des périodes correspondantes ont été ajustés afin qu'ils soient conformes à ce mode de présentation.

(8) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 21 février 2019

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

#### Canada

Il est estimé que l'économie canadienne a progressé de 1,1 %<sup>1</sup> dans le dernier trimestre civil de 2018, ce qui est moindre que la hausse de 2,0 %<sup>1</sup> enregistrée au trimestre civil précédent et reflète notamment le repli du secteur de l'énergie canadien et la léthargie toujours palpable des dépenses de consommation et du marché de l'habitation. Après une baisse des ventes dans l'année civile 2018, certains marchés de l'habitation locaux ne se sont pas encore tout à fait stabilisés. Malgré le ralentissement de la croissance du PIB vers la fin de l'année 2018, la création d'emplois est demeurée vigoureuse. Tout en restant près des creux historiques, le taux de chômage a monté à 5,8 % en janvier 2019, du fait du nombre croissant de Canadiens en quête d'un emploi. En janvier, la Banque du Canada a maintenu à 1,75 % son taux de financement à un jour, ce qui lui paraissait un juste compromis vu le ralentissement économique. Nous nous attendons à ce que le taux de croissance se rapproche de nouveau des 2 % plus tard cette année, les exportations autres que de produits énergétiques et les investissements des entreprises venant compenser le recul des dépenses de consommation et l'essoufflement du secteur de l'habitation.

#### États-Unis

Selon les estimations, le taux de croissance global de l'économie américaine n'a été que de 2,5 %<sup>1</sup> au quatrième trimestre civil de 2018, contre 3,4 %<sup>1</sup> au trimestre civil précédent. Après deux mois de saines dépenses de consommation au dernier trimestre civil, les ventes au détail de décembre ont subi une baisse inattendue. La production manufacturière a fortement augmenté dans le dernier trimestre de 2018, et ce, même si des indicateurs suggéraient un ralentissement de la croissance. Le marché de l'emploi affichait toujours une excellente tenue à la fin de l'année 2018 et les salaires étaient encore en hausse. Même si les indicateurs de confiance se sont récemment dégradés, nous prévoyons que le rythme d'expansion de l'économie américaine demeurera soutenu tout au long de l'année civile 2019. Après avoir enregistré de fortes baisses dans les trois derniers mois de 2018, les marchés boursiers ont rebondi en janvier. La Réserve fédérale prévoit elle aussi que l'essor économique se poursuivra et que le niveau de chômage demeurera faible, mais a signalé qu'une politique monétaire plus prudente était de mise vu les menaces grandissantes qui assombrissent les perspectives, ce qui englobe les signes de ralentissement de la croissance mondiale, les incertitudes persistantes concernant la politique commerciale, un certain resserrement des conditions financières et la paralysie des activités gouvernementales, laquelle influera sur la croissance dans le présent trimestre civil.

#### Europe

L'économie de la zone euro a connu une certaine stagnation au quatrième trimestre civil de 2018, le taux de croissance du PIB étant demeuré à 0,2 %. Certains facteurs ponctuels, tels les problèmes de production du secteur automobile allemand et les conflits de travail en France, sont à l'origine de l'essoufflement de la croissance. En outre, l'essor des exportations a été freiné par la décélération de l'économie de certains pays émergents. Au Royaume-Uni, l'incertitude grandissante concernant le Brexit a sans doute été l'un des grands facteurs ayant jugulé la croissance et a miné la confiance des dirigeants d'entreprises et freiné les investissements dans celles-ci. Vers la fin de l'année civile, les marchés de l'emploi de la zone euro et du Royaume-Uni ont continué de montrer des signes d'amélioration. Cependant, les récents indicateurs font craindre un recul du niveau de l'embauche. Nous prévoyons que, dans la zone euro et au Royaume-Uni, la croissance se fera toujours lente dans la première moitié de 2019 puisque subsistent de grandes incertitudes sur le plan géopolitique.

#### Marchés financiers

Les marchés boursiers ont subi des pressions à la baisse vers la fin de la dernière année civile à cause des craintes soulevées par la hausse des taux d'intérêt, les tensions géopolitiques et le ralentissement de l'économie mondiale. Ainsi, tant l'indice S&P 500 que l'indice composé S&P/TSX ont enregistré des replis à deux chiffres au quatrième trimestre civil de 2018. Cependant, ces indices ont quelque peu rebondi en janvier. Les principaux indices étrangers ont affiché des fluctuations comparables. L'aplatissement de la courbe de rendement aux États-Unis a probablement aussi contribué à accentuer la volatilité des marchés, les investisseurs craignant la fin imminente du cycle économique.

#### Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant, dans la mesure du possible, les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient hausser nos coûts, nuire à notre rentabilité et accroître la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, rubrique mise à jour ci-dessous.

#### Incertitude à l'échelle mondiale

Les politiques commerciales continuent de peser sur les perspectives économiques mondiales. De fait, la ratification de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), l'issue des négociations du Brexit et les tensions entre les États-Unis et la Chine constituent des sources d'inquiétude. Même si le Canada, les États-Unis et le Mexique ont renégocié avec succès l'Accord de libre-échange nord-américain, l'ACEUM qu'ils ont conclu n'a pas encore été ratifié et toute dissension au sein du Congrès américain pourrait entraver sa mise en œuvre. Qui plus est, l'issue des négociations du Brexit et ses répercussions sur le commerce international

demeurent incertaines. Bien que les tensions persistent entre les États-Unis et la Chine, les pourparlers au sujet des échanges commerciaux entre les deux pays se poursuivent, et la date d'augmentation des tarifs douaniers américains sur les importations en provenance de la Chine, actuellement fixée au 1<sup>er</sup> mars 2019, pourrait être repoussée une fois de plus. Les inquiétudes que soulèvent toujours ces questions ont, en janvier, incité le Fonds monétaire international à réviser à la baisse ses projections de croissance mondiale pour 2019, ce qui risque de se reproduire si les tensions commerciales continuent de s'intensifier.

#### ***Protection des consommateurs***

Le gouvernement fédéral canadien s'intéresse vivement aux questions touchant la protection des consommateurs et les pratiques de vente des banques. Tandis que les changements législatifs proposés par le gouvernement relativement aux dispositions de protection des consommateurs applicables aux banques ont été approuvés le 13 décembre 2018, le gouvernement en est toujours à ébaucher le cadre réglementaire les régissant.

#### ***Confidentialité des données***

Nous suivons de près les avancées législatives en matière de confidentialité des données qui ont cours depuis l'entrée en vigueur du Règlement général de la protection des données (RGPD). Les risques que pose cette question demeurent une grande préoccupation et, en janvier 2019, les autorités européennes chargées de la protection des données ont, pour la première fois, imposé de lourdes amendes à des entités hors du secteur des services financiers.

#### ***Taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)***

Le LIBOR est le taux d'intérêt de référence le plus utilisé au monde pour ce qui est des dérivés, des obligations, des prêts et d'autres instruments à taux variable. Cependant, les organismes de réglementation incitent de plus en plus les marchés à délaisser le LIBOR au profit d'autres taux, sans risque ou quasiment sans risque, établis en fonction de réelles transactions à un jour. Outre ceux des États-Unis et du Royaume-Uni, des organismes de réglementation ailleurs dans le monde, dont la Banque du Canada, ont averti les intervenants du marché qu'ils devaient se préparer à l'abandon du LIBOR à la fin de 2021. Les dérivés, les billets à taux variable et autres contrats financiers qui échoient après 2021 et dont le taux de référence est le LIBOR seront touchés par ces changements. À l'heure actuelle, les autorités locales évaluent les conséquences que pourrait avoir cette mesure ainsi que des solutions concernant les taux de référence de remplacement.

#### ***Autres projets de réglementation concernant les services financiers au Canada***

Le 11 janvier 2019, le gouvernement fédéral a publié un document de consultation sur les mérites d'un système bancaire ouvert. Il organisera également des tables rondes et prévoit que le comité consultatif chargé d'étudier cette question présentera un rapport au ministre des Finances une fois ses travaux terminés.

#### ***Initiatives de réglementation aux États-Unis***

Les décideurs continuent d'envisager la réforme de diverses réglementations aux États-Unis, ce qui, dans certains cas, pourrait réduire la complexité du cadre réglementaire américain et abaisser les coûts de conformité. La Réserve fédérale devrait publier en mars 2019 une proposition visant à adapter en conséquence les normes prudentielles accrues qui s'appliquent aux banques étrangères.

#### ***Réforme fiscale américaine***

Les règlements instaurant ou clarifiant certains aspects de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (réforme fiscale américaine) sont publiés en continu. En décembre 2018, le Trésor américain a publié un projet de règlements clarifiant certaines règles servant au calcul de l'impôt anti-abus contre l'érosion de l'assiette fiscale ainsi que les règlements qu'il propose eu égard aux déductions de certains paiements d'intérêts et de redevances transfrontaliers (les règles anti-entités hybrides). Nous en sommes actuellement à évaluer l'incidence de tels règlements.

#### ***Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe***

Le Royaume-Uni est toujours en voie de négocier son retrait de l'Union européenne prévu pour le 29 mars 2019. Jusqu'à cette date ou jusqu'à ce que la période de transition, si elle est accordée, expire, le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne et assujéti à la totalité de ses lois. Les autres initiatives de réglementation à venir portent notamment sur la présentation des transactions de financement de titres, mesure devant entrer en vigueur dans le premier trimestre civil de 2020, et non dans celui de 2019, comme cela était prévu antérieurement.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques sur les risques et la gestion des fonds propres du rapport annuel 2018 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

## Rendement financier

## Vue d'ensemble

**Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est établi à 3 172 millions de dollars, en hausse de 160 millions, ou 5 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action a été de 2,15 \$, ayant progressé de 0,14 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 16,7 %, en baisse de 70 p.b. par rapport à 17,4 % un an plus tôt. Notre ratio CET1 s'est établi à 11,4 %, ayant augmenté de 40 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances ainsi que la stabilité de celui du secteur Gestion de patrimoine, ce qui a été atténué par le repli des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats reflètent également une augmentation attribuable au change et à l'incidence, au cours de l'exercice précédent, de la réforme fiscale américaine, laquelle a donné lieu à une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté en raison principalement de la croissance des volumes et de l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel, des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et par le fait qu'un profit associé à la restructuration d'Interac avait été réalisé l'exercice précédent. Le bénéfice du trimestre à l'étude tient également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Les résultats du secteur Assurances se sont améliorés grâce essentiellement aux renégociations favorables de contrats de rétrocession vie et au repli des coûts liés aux sinistres.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine n'ont pas varié sur un an puisque la hausse du revenu net d'intérêt et la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ont été annulées par la hausse des coûts liés à l'expansion des activités, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des coûts liés à la réglementation ainsi que par la contraction des volumes de transactions. Un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de patrimoine – Canada dans le trimestre à l'étude a été en grande partie annulé par l'incidence favorable d'un ajustement comptable lié à City National à la période précédente.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont dégradés en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et à la baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été annulés en partie par une réduction du taux d'imposition effectif découlant de changements dans la composition du bénéfice et l'incidence du change.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a diminué essentiellement par suite de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et du repli des revenus tirés des services d'administration d'actifs. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'amélioration des marges des dépôts de clients.

Le bénéfice net du secteur Services de soutien généraux s'est établi à 24 millions de dollars pour le trimestre à l'étude en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux favorables. Un an plus tôt, la perte nette avait été de 200 millions de dollars, en raison surtout de l'incidence, au montant de 178 millions, de la réforme fiscale américaine, ce qui était principalement lié à la réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est établi à 3 172 millions de dollars, en baisse de 78 millions, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 2,15 \$, ayant fléchi de 0,05 \$, ou 2 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,7 %, en baisse de 90 p.b. Notre ratio CET1, à savoir 11,4 %, s'est comprimé de 10 p.b.

Nos résultats reflètent une baisse du bénéfice des secteurs Assurances et Marchés des Capitaux, annulée en partie par la hausse du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Assurances s'est comprimé, car celui du trimestre précédent tenait compte de la mise à jour des hypothèses actuarielles annuelles, d'une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et d'une augmentation des renégociations favorables de contrats de rétrocession vie.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est replié en raison surtout de la baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été annulés en partie par la montée des revenus des Marchés des Capitaux et par la réduction du taux d'imposition effectif découlant de changements dans la composition du bénéfice.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté en raison surtout de la croissance du revenu net d'intérêt, de la constatation d'un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de Patrimoine – Canada dans la période à l'étude et de la variation de la juste valeur des investissements du capital de démarrage. Ces facteurs ont été annulés en partie par la montée des coûts pour soutenir l'expansion des activités ainsi que par le recul des revenus liés aux services tarifés qu'ont causé des conditions de marché difficiles au début du premier trimestre de 2019.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont améliorés à la faveur de la croissance des volumes, de la réduction saisonnière des frais de commercialisation et de la baisse des honoraires. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel et de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a augmenté en raison d'abord et avant tout d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, d'une baisse des coûts liés à la technologie et de l'amélioration des marges des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts annuels liés à la réglementation au cours de la période considérée.

### Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2019 par rapport au T1 2018	T1 2019 par rapport au T4 2018
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	186 \$	86 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	8	3
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–
Frais autres que d'intérêt	115	57
Impôt sur le résultat	7	3
Bénéfice net	56	23
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	0,04 \$	0,02 \$
Dilué	0,04	0,02

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
Dollar américain	0,749	0,767	0,794
Livre sterling	0,582	0,593	0,578
Euro	0,656	0,666	0,656

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
Revenu d'intérêt et de dividende	10 149 \$	8 990 \$	7 540 \$
Frais d'intérêt	5 265	4 261	3 095
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>4 884 \$</b>	<b>4 729 \$</b>	<b>4 445 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,62 %</b>	<b>1,67 %</b>	<b>1,65 %</b>
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 579 \$	1 039 \$	1 144 \$
Revenus tirés des activités de négociation	358	123	318
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 450	1 387	1 325
Revenus tirés des fonds communs de placement	873	896	885
Commissions de courtage en valeurs mobilières	342	349	355
Frais bancaires	468	459	440
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	345	514	541
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	249	267	281
Revenus sur cartes	282	264	257
Commissions de crédit	315	371	328
Profits nets sur les titres de placement	46	33	39
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	15	8	25
Autres	383	230	445
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>6 705 \$</b>	<b>5 940 \$</b>	<b>6 383 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>11 589 \$</b>	<b>10 669 \$</b>	<b>10 828 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	601 \$	548 \$	550 \$
Revenus autres que d'intérêt	358	123	318
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>959 \$</b>	<b>671 \$</b>	<b>868 \$</b>

### Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le total des revenus a augmenté de 761 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout d'une hausse du revenu net d'intérêt, des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus tirés des activités d'assurance) et des commissions de gestion de placements et de services de garde. Ces facteurs ont été annulés en partie par la diminution des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils. En outre, l'incidence du change a accru de 186 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 439 millions de dollars, ou 10 %, bénéficiant surtout de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de la croissance des volumes au sein des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à la hausse, l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation, soit surtout de celles portant sur des marchandises et des titres de participation, et la progression des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux. Le revenu net d'intérêt a également été touché par la diminution des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui a été en grande partie annulé par les profits connexes générés par les dérivés non détenus à des fins de transaction et inscrits dans les autres revenus.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 3 p.b. sur un an du fait des changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs, la croissance des volumes touchant surtout les titres achetés en vertu de conventions de revente, et de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'amélioration des écarts sur les dépôts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ce qui rend compte de taux d'intérêt plus élevés. Les conséquences de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ont été en grande partie annulées par les profits connexes sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les autres revenus.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont crû de 435 millions de dollars, ou 38 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'expansion des activités de réassurance longévité ainsi que les renégociations favorables de contrats de rétrocession vie ont également favorisé la hausse.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 125 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout d'un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de patrimoine au cours de la période à l'étude ainsi que de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète les ventes nettes.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont baissé de 196 millions de dollars, ou 36 %, à cause surtout du ralentissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation, et ce, surtout en Amérique du Nord.

### **Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le total des revenus a augmenté de 920 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, essentiellement en Amérique du Nord, et enfin de l'incidence de la croissance des volumes et de la montée des taux d'intérêt pour les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par le ralentissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation, et ce, surtout en Amérique du Nord. En outre, l'incidence du change a accru de 86 millions le total des revenus.

### **Dotation à la provision pour pertes de crédit**

#### **Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Au premier trimestre de 2019, le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 514 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 516 millions de dollars, en hausse de 182 millions, ou 54 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 34 p.b., ayant augmenté de 10 p.b.

#### **Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accru de 161 millions de dollars en regard du trimestre précédent.

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 516 millions de dollars, en hausse de 183 millions, ou 55 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 11 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

#### **Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 389 millions de dollars, ou 47 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la croissance des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus, ainsi qu'à l'essor des activités de réassurance longévité. Ces facteurs ont été atténués par les renégociations favorables de contrats de rétrocession vie et par la diminution des coûts liés aux sinistres en raison de la contraction des volumes de sinistres dans nos portefeuilles de contrats de rétrocession vie et de contrats d'assurance vie internationaux.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 731 millions de dollars en regard du trimestre précédent à cause surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui est compensé en grande partie dans les revenus, de l'expansion des activités et d'une sinistralité liée aux placements moins favorable. Le trimestre précédent tenait compte de la mise à jour favorable des hypothèses actuarielles annuelles et de meilleurs résultats sur le plan des renégociations de contrats de rétrocession vie. Ces facteurs ont été en partie annulés par la contraction des ventes de rentes collectives, ce qui est compensé en grande partie dans les revenus.

**Frais autres que d'intérêt**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
Salaires	1 608 \$	1 575 \$	1 466 \$
Rémunération variable	1 388	1 433	1 384
Avantages du personnel et conservation du personnel	492	402	480
Rémunération fondée sur des actions	155	19	172
Ressources humaines	3 643 \$	3 429 \$	3 502 \$
Matériel	431	419	372
Frais d'occupation	397	400	379
Communications	240	316	224
Honoraires	305	418	281
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	290	279	261
Autres	606	621	592
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>5 912 \$</b>	<b>5 882 \$</b>	<b>5 611 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>51,0 %</b>	<b>55,1 %</b>	<b>51,8 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>52,1 %</b>	<b>53,4 %</b>	<b>51,9 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 301 millions de dollars, ou 5 %, du fait essentiellement de l'incidence du change et de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et des coûts liés au personnel. L'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que la hausse des coûts liés à la réglementation ont aussi contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui est compensé en grande partie dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,0 %, ayant fléchi de 80 p.b. en regard de celui de 51,8 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % a affiché une hausse de 20 p.b. par rapport à celui de 51,9 % il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que par la progression des coûts liés à la réglementation. Ces facteurs ont été compensés en grande partie par l'essor des revenus de la plupart des secteurs d'exploitation.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 30 millions de dollars, ou 1 %, du fait essentiellement de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, de la progression des coûts liés au personnel et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été annulés en grande partie par le recul saisonnier des frais de commercialisation et par le repli des honoraires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,0 %, ayant fléchi de 410 p.b. en regard de celui de 55,1 % réalisé au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % s'est contracté de 130 p.b. par rapport à celui de 53,4 % du trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par l'essor des revenus de tous les secteurs d'exploitation, par le recul saisonnier des frais de commercialisation et par le repli des honoraires. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et des coûts liés au personnel.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>766 \$</b>	<b>690 \$</b>	<b>1 035 \$</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>3 938 \$</b>	<b>3 940 \$</b>	<b>4 047 \$</b>
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales (2)	(5,1)%	(6,3)%	(3,2)%
Revenu tiré de titres exonéré d'impôt	(1,8)%	(1,9)%	(1,6)%
Modification du taux d'imposition (3)	0,5 %	– %	3,6 %
Autres	(0,6)%	(0,8)%	0,3 %
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>19,5 %</b>	<b>17,5 %</b>	<b>25,6 %</b>

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

(2) Comme la baisse des taux d'imposition découlant de la réforme fiscale américaine est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales pour les trimestres clos le 31 octobre 2018 et le 31 janvier 2018 reflète le taux combiné des filiales américaines pour l'exercice 2018.

(3) Au premier trimestre de 2018, la modification du taux d'imposition a découlé essentiellement de la réforme fiscale américaine.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

La charge d'impôt a reculé de 269 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de l'incidence de la réforme fiscale américaine, laquelle avait alors causé une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé, ainsi que de changements dans la composition du bénéfice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade dans la période à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 19,5 % a diminué de 610 p.b. en raison principalement de l'incidence de la réforme fiscale américaine à l'exercice précédent, de l'augmentation du bénéfice déclaré dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et du montant net des ajustements fiscaux favorables au trimestre à l'étude. Ces facteurs ont été annulés en partie par une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade au cours de la période considérée.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

La charge d'impôt s'est alourdie de 76 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, et le taux d'imposition effectif, soit 19,5 %, s'est accru de 200 p.b., en raison principalement de la baisse du montant net des ajustements fiscaux favorables et d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade dans la période à l'étude.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2018.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

### Mesures de rendement

#### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2018.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
	le 31 janvier 2019								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 546 \$	583 \$	164 \$	157 \$	630 \$	16 \$	3 096 \$	3 176 \$	2 929 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 050	14 050	1 900	3 600	23 150	7 800	73 550	71 700	66 850
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	26,6 %	16,4 %	34,7 %	17,3 %	10,8 %	n.s.	16,7 %	17,6 %	17,4 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2018, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

#### Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Pour 2019, notre coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est demeuré le même, soit 8,5 %.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
	le 31 janvier 2019								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net	1 571 \$	597 \$	166 \$	161 \$	653 \$	24 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 012 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	–	–	–	(2)	(3)	(11)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	3	49	–	2	–	–	54	55	54
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 572 \$	646 \$	166 \$	163 \$	653 \$	24 \$	3 224 \$	3 302 \$	3 055 \$
Moins : Charge de capital	516	315	42	81	519	176	1 649	1 607	1 505
Bénéfice (perte) économique	1 056 \$	331 \$	124 \$	82 \$	134 \$	(152) \$	1 575 \$	1 695 \$	1 550 \$

#### Résultats excluant l'élément précisé

- Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente, à Vantiv, Inc., des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens.

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 31 janvier 2019, 31 octobre 2018 et 31 janvier 2018.

Le tableau suivant présente les calculs et mesures des résultats du secteur Services bancaires canadiens, exclusion faite de l'élément précisé pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, aux fins du calcul du levier d'exploitation ajusté, lequel constitue une mesure hors PCGR.

## Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos		
	le 31 janvier 2017		
	Élément exclu		Données ajustées
Données présentées	Profit tiré de la vente par Moneris (1)		
<b>Total des revenus</b>	3 824 \$	(212)\$	3 612 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	250	–	250
Frais autres que d'intérêt	1 560	–	1 560
Bénéfice net avant impôt	2 014 \$	(212)\$	1 802 \$
<b>Bénéfice net</b>	1 546 \$	(212)\$	1 334 \$
<b>Autres informations</b>			
Frais autres que d'intérêt	1 560 \$	– \$	1 560 \$
Total des revenus	3 824	(212)	3 612
Ratio d'efficacité	40,8 %		43,2 %
Taux de croissance des revenus	10,4 %		4,3 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	1,5 %		1,5 %
Lever d'exploitation	8,9 %		2,8 %

(1) Tient compte du change.

### Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2019			le 31 octobre 2018			le 31 janvier 2018		
	Élément exclu		Données ajustées	Élément exclu		Données ajustées	Élément exclu		Données ajustées
Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données présentées		Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données présentées		Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
Total des revenus	11 589 \$	(247)\$	11 342 \$	10 669 \$	342 \$	11 011 \$	10 828 \$	(26)\$	10 802 \$
Frais autres que d'intérêt	5 912	–	5 912	5 882	–	5 882	5 611	–	5 611
Ratio d'efficacité	51,0 %		52,1 %	55,1 %		53,4 %	51,8 %		51,9 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Revenu net d'intérêt	3 134 \$	3 067 \$	2 856 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 284	1 297	1 309
<b>Total des revenus</b>	<b>4 418</b>	<b>4 364</b>	<b>4 165</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	35	25	41
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	313	292	276
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>348</b>	<b>317</b>	<b>317</b>
Frais autres que d'intérêt	1 915	1 987	1 801
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 155</b>	<b>2 060</b>	<b>2 047</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 571 \$</b>	<b>1 538 \$</b>	<b>1 521 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Services bancaires canadiens	4 170 \$	4 132 \$	3 927 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	248	232	238
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,6 %	26,7 %	28,6 %
Marge nette d'intérêt	2,84 %	2,82 %	2,73 %
Ratio d'efficacité	43,3 %	45,5 %	43,2 %
Levier d'exploitation	(0,2)%	2,5 %	0,4 %
Taux d'imposition effectif	27,1 %	25,3 %	25,7 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	437 100 \$	431 500 \$	415 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	438 100	432 200	416 000
Moyenne des dépôts	382 200	368 700	357 000
Biens administrés (1)	268 500	266 500	270 800
Moyenne des biens administrés	264 000	274 900	268 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,25 %	0,26 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>			
Bénéfice net	1 544 \$	1 463 \$	1 480 \$
Marge nette d'intérêt	2,79 %	2,77 %	2,68 %
Ratio d'efficacité	41,6 %	43,8 %	41,5 %
Levier d'exploitation	(0,2)%	2,3 %	(1,7)%
Levier d'exploitation ajusté (2)	s.o.	s.o.	4,3 %
Taux d'imposition effectif	26,3 %	25,8 %	25,9 %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 16,6 milliards de dollars et 8,5 milliards au 31 janvier 2019 (16,7 milliards et 9,6 milliards au 31 octobre 2018; 18,2 milliards et 9,1 milliards au 31 janvier 2018).

(2) Cette mesure est une mesure hors PCGR. Le levier d'exploitation du premier trimestre de 2018 de (1,7) % pour le secteur Services bancaires canadiens a subi l'incidence de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) au premier trimestre de 2017, qui était un élément précisé. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Les taux de croissance des revenus et des frais du premier trimestre de 2018 se sont établis respectivement à 2,7 % et à 4,4 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit dont il a été fait mention ci-dessus, le taux de croissance des revenus ajusté du premier trimestre de 2018 a été de 8,7 %.

s.o. sans objet

## Rendement financier

## Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est accru de 50 millions de dollars, ou 3 %, sur un an grâce principalement à la croissance des volumes et à l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel et de ceux liés à la technologie, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et par le profit tiré de la restructuration d'Interac comptabilisé un an plus tôt. Le trimestre à l'étude tient également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le total des revenus a progressé de 253 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 243 millions de dollars, ou 6 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui reflète essentiellement une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 7 % dans le cas des dépôts ainsi que l'amélioration des écarts. Ces facteurs ont été annulés en partie par le profit tiré de la restructuration d'Interac comptabilisé un an plus tôt.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont renforcés de 10 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'incidence du change.

La marge nette d'intérêt a affiché une hausse de 11 p.b. grâce surtout à l'amélioration des écarts sur les dépôts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui reflète la hausse des taux d'intérêt, atténuée par l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 31 millions de dollars, ou 10 %, entraînant ainsi une hausse de 2 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 114 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel et de l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, et des frais de commercialisation.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est renforcé de 33 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent grâce à la croissance des volumes et à la réduction des frais de commercialisation et des honoraires. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts liés au personnel et de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Le trimestre à l'étude tient également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le total des revenus a progressé de 54 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, ce qui reflète surtout une croissance moyenne des volumes de 1 % pour ce qui est des prêts et de 4 % dans le cas des dépôts du secteur Services bancaires canadiens ainsi que l'augmentation des revenus sur cartes qu'a permise la croissance des volumes d'achats. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul des soldes moyens donnant lieu à une diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 2 p.b. en raison essentiellement de l'amélioration des écarts sur les dépôts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a été atténué par les conséquences des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 31 millions de dollars, ou 10 %, ce qui a découlé surtout de l'accroissement de celle liée aux prêts douteux, facteur atténué par les dotations constituées au trimestre précédent par suite de la restructuration de titres à la Barbade. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accru de 3 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont contractés de 72 millions de dollars, ou 4 %, ce qui rend surtout compte du recul saisonnier des frais de commercialisation ainsi que du repli des honoraires, éléments contrebalancés en partie par la montée des coûts liés au personnel.

## Gestion de patrimoine

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	744 \$	679 \$	612 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 714	1 662	1 589
Revenus tirés des transactions et autres revenus	490	399	582
<b>Total des revenus</b>	<b>2 948</b>	<b>2 740</b>	<b>2 783</b>
Dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs productifs	15	(3)	(7)
Dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés	11	7	5
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>26</b>	<b>4</b>	<b>(2)</b>
Frais autres que d'intérêt	2 164	2 061	2 011
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>758</b>	<b>675</b>	<b>774</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>597 \$</b>	<b>553 \$</b>	<b>597 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	842 \$	796 \$	749 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 471	1 345	1 384
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 103	1 031	1 100
Gestion mondiale d'actifs	543	513	556
Gestion de patrimoine – International	92	86	94
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,4 %	15,9 %	17,3 %
Marge nette d'intérêt	3,67 %	3,49 %	3,27 %
Marge avant impôt (1)	25,7 %	24,6 %	27,8 %
Nombre de conseillers (2)	5 119	5 042	4 901
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	80 500 \$	77 100 \$	74 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	61 200	57 800	52 500
Moyenne des dépôts	94 300	91 800	92 600
Biens administrés (3)	981 400	970 500	938 800
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	496 500	483 000	453 000
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	378 000	367 100	368 100
Biens sous gestion (3)	682 000	664 900	651 000
Moyenne des biens administrés	986 800	988 900	938 600
Moyenne des biens sous gestion (4)	675 100	679 900	648 400
Dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,07 %	0,04 %	0,04 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros	Pour les trimestres clos	
	T1 2019 par rapport au T1 2018	T1 2019 par rapport au T4 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	83 \$	36 \$
Dotations à la provision pour pertes de crédit	2	1
Frais autres que d'intérêt	64	28
Bénéfice net	14	6
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(6)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	– %	(1)%

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Rendement financier

## Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le bénéfice net est demeuré inchangé sur un an, la hausse du revenu net d'intérêt et de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ayant été annulée par la hausse des coûts liés à l'expansion des activités, de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des coûts liés à la réglementation ainsi que par la contraction des volumes de transactions. Un ajustement comptable favorable lié à Gestion de patrimoine – Canada dans le trimestre à l'étude a été en grande partie annulé par l'incidence favorable d'un ajustement comptable lié à City National un an plus tôt.

Le total des revenus a augmenté de 165 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 93 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout d'un ajustement comptable favorable, de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui rend compte des ventes nettes réalisées en dépit de conditions de marché difficiles, et d'une amélioration du revenu net d'intérêt imputable à la hausse des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la contraction des volumes de transactions.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 87 millions de dollars, ou 6 %. En dollars américains, ils sont demeurés relativement les mêmes que ceux de l'exercice précédent. La croissance du revenu net d'intérêt qu'ont permise la croissance des volumes et la hausse des taux d'intérêt ainsi que la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète les ventes nettes qui ont pu être réalisées malgré des conditions de marché difficiles, ont été annulées par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les frais autres que d'intérêt, par un ajustement comptable favorable lié à City National un an plus tôt et par la contraction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont repliés de 13 millions de dollars, ou 2 %, en raison de conditions de marché difficiles dans le trimestre à l'étude et qui ont entraîné une baisse des honoraires liés au rendement.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 28 millions de dollars, ce qui reflète surtout la hausse de celle liée aux actifs productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), hausse découlant surtout de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 3 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 153 millions de dollars, ou 8 %, du fait essentiellement de l'incidence du change et de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne surtout de l'accroissement des coûts liés au personnel. L'augmentation de la rémunération variable, incluant l'incidence de l'ajustement comptable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada, et la hausse des coûts liés à la réglementation ont également contribué à l'accroissement des frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par la fluctuation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus.

### **Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le bénéfice net a augmenté de 44 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la croissance du revenu net d'intérêt, d'un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de Patrimoine – Canada dans la période à l'étude et de la variation de la juste valeur des investissements du capital de démarrage. Ces facteurs ont été en partie annulés par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et par le recul des revenus liés aux services tarifés causés par des conditions de marché difficiles au début du premier trimestre de 2019.

Le total des revenus a augmenté de 208 millions de dollars, ou 8 %, principalement du fait de l'incidence d'un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de Patrimoine – Canada, de la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ainsi que d'une augmentation du revenu net d'intérêt découlant de la progression des volumes et des taux d'intérêt. L'incidence du change et la variation de la juste valeur des investissements du capital de démarrage ont également favorisé la progression du total des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des revenus tirés des services tarifés, compression qui a découlé de conditions de marché difficiles au début du premier trimestre de 2019.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 22 millions de dollars, ce qui reflète surtout la hausse de celle liée aux actifs productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) par suite de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 3 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 103 millions de dollars, ou 5 %, du fait essentiellement de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, de la variation nette de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation compensée en grande partie dans les revenus, ainsi que de l'incidence du change. La progression de la rémunération variable par suite d'un ajustement comptable en lien avec le secteur Gestion de patrimoine – Canada a également accentué la hausse des frais autres que d'intérêt.

## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 162 \$	1 222 \$	939 \$
Revenus de placement (1)	381	(230)	166
Honoraires	36	47	39
<b>Total des revenus</b>	<b>1 579</b>	<b>1 039</b>	<b>1 144</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 129	416	768
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	96	78	68
Frais autres que d'intérêt	154	159	142
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>200</b>	<b>386</b>	<b>166</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>166 \$</b>	<b>318 \$</b>	<b>127 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Assurances – Canada	1 039 \$	536 \$	621 \$
Assurances – International	540	503	523
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,7 %	57,2 %	28,2 %
Primes et dépôts (2)	1 314 \$	1 374 \$	1 095 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	247	(342)	26

- (1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité des fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

**Rendement financier****Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Le bénéfice net a progressé de 39 millions de dollars, ou 31 %, sur un an, ce qui témoigne principalement des renégociations favorables de contrats de rétrocession vie et de la baisse des coûts liés aux sinistres.

Le total des revenus a augmenté de 435 millions de dollars, ou 38 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont renforcés de 418 millions de dollars, ou 67 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'augmentation des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont augmenté de 17 millions de dollars, ou 3 %, sous l'effet surtout de l'expansion des activités de réassurance longévité et des renégociations favorables de contrats de rétrocession vie. Ces facteurs ont été en partie annulés par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est largement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont bondi de 389 millions de dollars, ou 47 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités. Ces facteurs ont été annulés en partie par les renégociations favorables de contrats de rétrocession vie et par la réduction des coûts liés aux sinistres en raison surtout de la contraction des volumes de sinistres dans nos portefeuilles de contrats de rétrocession vie et nos portefeuilles d'assurance vie internationaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 12 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à la réglementation ainsi que de l'augmentation des coûts liés aux ventes et aux activités de service à la clientèle.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le bénéfice net a diminué de 152 millions de dollars, ou 48 %, puisque celui du trimestre précédent tenait compte de la mise à jour des hypothèses actuarielles annuelles, d'une meilleure sinistralité favorable liée aux placements et d'une augmentation des renégociations favorables de contrats de rétrocession vie.

Le total des revenus s'est renforcé de 540 millions de dollars, ou 52 %, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est précisé ci-dessous, ainsi que l'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International. Ces facteurs ont été partiellement annulés par la baisse des ventes de rentes collectives, laquelle est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, comme il est indiqué ci-après.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 731 millions de dollars à cause surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'expansion des activités et d'une sinistralité liée aux placements moins favorable. Le trimestre précédent tenait compte de la mise à jour favorable des hypothèses actuarielles annuelles et d'une augmentation des renégociations de contrats de rétrocession vie. Ces facteurs ont été en partie annulés par la contraction des ventes de rentes collectives.

Les frais autres que d'intérêt ont fléchi de 5 millions de dollars, ou 3 %, ce qui témoigne surtout de la baisse des coûts liés au personnel et à la commercialisation.

## Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Revenu net d'intérêt	(31)\$	19 \$	128 \$
Revenus autres que d'intérêt	662	605	548
<b>Total des revenus</b>	<b>631</b>	<b>624</b>	<b>676</b>
Frais autres que d'intérêt	418	421	389
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>213</b>	<b>203</b>	<b>287</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>161 \$</b>	<b>155 \$</b>	<b>219 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,3 %	19,2 %	26,9 %
Moyenne des dépôts	171 900 \$	163 600 \$	155 300 \$
Moyenne des dépôts des clients	59 200	59 200	56 900
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	112 700	104 400	98 400
Biens administrés (1)	4 100 900	4 283 100	4 431 800
Moyenne des biens administrés	4 191 300	4 295 200	4 439 300

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est comprimé de 58 millions de dollars, ou 26 %, en raison surtout de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de la diminution des revenus tirés des services d'administration d'actifs. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'amélioration des marges des dépôts des clients.

Le total des revenus a fléchi de 45 millions de dollars, ou 7 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, baisse imputable aux profits tirés de la vente de certains titres au premier trimestre de l'exercice précédent, ainsi que de l'incidence d'un nombre plus restreint d'occasions sur le marché monétaire dans le trimestre à l'étude. Le recul des revenus tirés des services d'administration d'actifs qu'ont causé les conditions de marché difficiles et le ralentissement des activités des clients ont également accentué le fléchissement du total des revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration des marges des dépôts des clients.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 29 millions de dollars, ou 7 %, rendant surtout compte de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités en raison principalement des coûts liés au personnel et de l'augmentation des investissements dans la technologie, ainsi que de la montée des coûts liés à la réglementation.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net a augmenté de 6 millions de dollars, ou 4 %, en raison d'abord et avant tout d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, d'une baisse des coûts liés à la technologie et de l'amélioration des marges des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts annuels liés à la réglementation.

Le total des revenus a progressé de 7 millions de dollars, ou 1 %, ce qui s'explique principalement par la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités. Cette hausse a résulté du fait que des occasions sur le marché monétaire ont pu être exploitées durant le trimestre et que les marges des dépôts de clients se sont améliorées. Ces facteurs ont été atténués par les profits tirés de la vente de certains titres dans le trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 3 millions de dollars, ou 1 %, et ce, principalement en raison de la baisse des coûts liés à la technologie et des coûts liés au personnel, facteurs neutralisés en partie par les coûts annuels liés à la réglementation au cours de la période considérée.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	1 006 \$	947 \$	866 \$
Revenus autres que d'intérêt <sup>(1)</sup>	1 092	1 109	1 309
<b>Total des revenus <sup>(1)</sup></b>	<b>2 098</b>	<b>2 056</b>	<b>2 175</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	38	17	(25)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	102	15	45
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>140</b>	<b>32</b>	<b>20</b>
Frais autres que d'intérêt	1 230	1 244	1 214
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>728</b>	<b>780</b>	<b>941</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>653 \$</b>	<b>666 \$</b>	<b>748 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	927 \$	1 087 \$	994 \$
Marchés mondiaux	1 227	1 035	1 221
Autres	(56)	(66)	(40)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,8 %	11,8 %	14,7 %
Moyenne du total de l'actif	643 700 \$	591 700 \$	570 200 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	102 100	88 000	100 800
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	98 400	90 700	81 400
Moyenne des dépôts	79 000	74 600	64 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,41 %	0,07 %	0,22 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	T1 2019 par rapport au T1 2018	T1 2019 par rapport au T4 2018
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	80 \$	36 \$
Frais autres que d'intérêt	38	20
Bénéfice net	30	13
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(6)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	- %	(1)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 s'est élevée à 107 millions de dollars (142 millions au 31 octobre 2018; 92 millions au 31 janvier 2018). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2018.

## Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est comprimé de 95 millions de dollars, ou 13 %, ce qui témoigne surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la diminution des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse du taux d'imposition effectif, laquelle reflète des changements dans la composition du bénéfice et l'incidence du change.

Le total des revenus a accusé une baisse de 77 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont affaiblis de 67 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du ralentissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation, et ce, surtout en Amérique du Nord, du fait des conditions de marché difficiles et d'activités d'émission moins intenses. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et par la hausse des revenus tirés des prêts.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux sont demeurés sensiblement les mêmes. La hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, et ce, surtout aux États-Unis, ainsi que l'incidence du change ont été contrebalancés en grande partie par le repli des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et par le ralentissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation essentiellement en Amérique du Nord, du fait des conditions de marché qui difficiles au début du premier trimestre de 2019 qui ont mené à un repli des activités des clients.

Les autres revenus se sont comprimés de 16 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des profits générés par nos portefeuilles américains existants un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 120 millions de dollars, ce qui reflète essentiellement la hausse de celle liée aux actifs productifs, laquelle a résulté principalement de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme. A aussi contribué à la hausse, l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, le ratio de cette dernière s'étant accru de 19 p.b. en raison principalement d'une dotation à l'égard d'un compte du secteur Services publics. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 16 millions de dollars, ou 1 %, ce qui reflète d'abord et avant tout l'incidence du change et la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération par suite de résultats inférieurs.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est comprimé de 13 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout du recul des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la progression des revenus du secteur Marchés mondiaux et par la diminution du taux d'imposition effectif, ce qui reflète des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a affiché une hausse de 42 millions de dollars, ou 2 %, principalement du fait de l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe et des revenus tirés des opérations sur devises. L'incidence du change a aussi contribué à cet accroissement. Ces facteurs ont été atténués par le ralentissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation, surtout en Amérique du Nord, en raison de conditions de marché difficiles au début du premier trimestre de 2019, ainsi que par le ralentissement des activités de syndication de prêts, essentiellement en Amérique du Nord, et par la diminution des services bancaires à des municipalités.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a accusé une hausse de 108 millions de dollars, ce qui reflète surtout la montée de celle liée aux prêts douteux. De fait, le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a crû de 34 p.b., et ce, en raison principalement d'une dotation à l'égard d'un compte du secteur Services publics. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 14 millions de dollars, ou 1 %, ce qui reflète d'abord et avant tout le repli de la rémunération et la baisse des coûts liés à la réglementation et à la technologie, facteurs atténués par l'incidence du change.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	31 \$	17 \$	(17)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(116)	(171)	(98)
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(85)</b>	<b>(154)</b>	<b>(115)</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	(1)
Frais autres que d'intérêt	31	10	54
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(116)</b>	<b>(164)</b>	<b>(168)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(140)	(184)	32
<b>Bénéfice net (perte nette) (2)</b>	<b>24 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>(200)\$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 a été de néant ((1) million de dollars au 31 octobre 2018; 9 millions au 31 janvier 2018).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, déduction qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 s'est établi à 107 millions de dollars, comparativement à 142 millions au trimestre précédent et à 92 millions un an plus tôt.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est chiffré à 24 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement le montant net des ajustements fiscaux favorables.

### Quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est dégagé à 20 millions de dollars, ce qui rend surtout compte du montant net des ajustements fiscaux favorables.

### Premier trimestre de 2018

La perte nette s'est établie à 200 millions de dollars, ce qui a résulté principalement de la réforme fiscale américaine dont les effets, qui se sont chiffrés à 178 millions, avaient principalement trait à la réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2019	2018				2017		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 418 \$	4 364 \$	4 284 \$	4 103 \$	4 165 \$	4 019 \$	3 970 \$	3 798 \$
Gestion de patrimoine	2 948	2 740	2 798	2 605	2 783	2 562	2 547	2 481
Assurances	1 579	1 039	1 290	806	1 144	1 612	1 009	1 448
Services aux investisseurs et de trésorerie	631	624	620	671	676	602	594	608
Marchés des Capitaux <sup>(2)</sup>	2 098	2 056	2 157	2 010	2 175	1 954	2 040	2 117
Services de soutien généraux <sup>(2)</sup>	(85)	(154)	(124)	(141)	(115)	(226)	(72)	(40)
<b>Total des revenus</b>	<b>11 589 \$</b>	<b>10 669 \$</b>	<b>11 025 \$</b>	<b>10 054 \$</b>	<b>10 828 \$</b>	<b>10 523 \$</b>	<b>10 088 \$</b>	<b>10 412 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit <sup>(3)</sup>	514	353	346	274	334	234	320	302
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 225	494	925	421	836	1 137	643	1 090
Frais autres que d'intérêt	5 912	5 882	5 858	5 482	5 611	5 611	5 537	5 331
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>3 938 \$</b>	<b>3 940 \$</b>	<b>3 896 \$</b>	<b>3 877 \$</b>	<b>4 047 \$</b>	<b>3 541 \$</b>	<b>3 588 \$</b>	<b>3 689 \$</b>
Impôt sur le résultat	766	690	787	817	1 035	704	792	880
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 250 \$</b>	<b>3 109 \$</b>	<b>3 060 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>2 837 \$</b>	<b>2 796 \$</b>	<b>2 809 \$</b>
Bénéfice par action – de base	2,15 \$	2,21 \$	2,10 \$	2,06 \$	2,02 \$	1,89 \$	1,86 \$	1,86 \$
– dilué	2,15	2,20	2,10	2,06	2,01	1,88	1,85	1,85
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur</b>								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 571 \$	1 538 \$	1 510 \$	1 459 \$	1 521 \$	1 404 \$	1 399 \$	1 360 \$
Gestion de patrimoine	597	553	578	537	597	491	486	431
Assurances	166	318	158	172	127	265	161	166
Services aux investisseurs et de trésorerie	161	155	155	212	219	156	178	193
Marchés des Capitaux	653	666	698	665	748	584	611	668
Services de soutien généraux	24	20	10	15	(200)	(63)	(39)	(9)
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 250 \$</b>	<b>3 109 \$</b>	<b>3 060 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>2 837 \$</b>	<b>2 796 \$</b>	<b>2 809 \$</b>
Taux d'imposition effectif	19,5 %	17,5 %	20,2 %	21,1 %	25,6 %	19,9 %	22,1 %	23,9 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,749 \$	0,767 \$	0,767 \$	0,778 \$	0,794 \$	0,792 \$	0,770 \$	0,746 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

(3) En date du 1<sup>er</sup> novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9 *Instruments financiers*. En vertu de cette norme, la dotation à la provision pour pertes de crédit est liée essentiellement aux prêts, aux acceptations et aux engagements ainsi qu'à tous les actifs financiers sauf ceux qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Avant l'adoption d'IFRS 9, la dotation à la provision pour pertes de crédit était uniquement liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements est composée de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (dotation à la provision pour pertes de crédit de niveau 3, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, au sens d'IAS 39) et de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (dotation à la provision pour pertes de crédit de niveaux 1 et 2, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts non encore désignés comme douteux, au sens d'IAS 39).

### Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux et des activités de gestion de placements du secteur Gestion de patrimoine.

### Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, les résultats du premier trimestre de 2019 ont été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début de ces trois mois. Le change influe également sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes, l'élargissement des écarts depuis la seconde moitié de 2017 et la progression des revenus tirés des services tarifés ont accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

En règle générale, les revenus du secteur Gestion de patrimoine affichent des hausses essentiellement en raison de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié des ventes nettes ainsi que de l'appréciation des marchés, et de l'incidence de la montée des taux d'intérêt et de la croissance des volumes, ces facteurs ayant favorisé la hausse du revenu net d'intérêt depuis la première moitié de 2017. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Depuis 2017, les revenus ont, en général, été soutenus par l'incidence de nouveaux contrats de rentes collectives et des contrats d'assurance vie internationaux restructurés, qui sont en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International a également soutenu les revenus tout au long de 2018 ainsi que dans le premier trimestre de 2019.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie sont touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients et ont été assez stables tout au long de la période, mais se sont accrues dans le premier semestre de 2018 en raison de la plus grande volatilité des marchés, de la croissance des dépôts des clients, de l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs ainsi que de l'amélioration des résultats des activités de financement et de liquidité, qui se produit habituellement au premier trimestre de chaque exercice, sous l'effet de l'élargissement des écarts et des occasions sur le marché monétaire.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché et des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans le deuxième trimestre de 2018, les activités d'origination de titres de participation ont été moins nombreuses à cause du ralentissement des marchés, les activités de négociation de titres à revenu fixe ont diminué dans toutes les régions et les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis ont fléchi. Quant au recul enregistré au quatrième trimestre de 2018, il a découlé surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe principalement en Amérique du Nord. Les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe ont augmenté au premier trimestre de 2019, ce qui a été atténué par le repli des activités d'origination de prêts et de titres de participation, et ce, essentiellement en Amérique du Nord.

Dans l'ensemble, la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est améliorée en 2017 du fait d'un repli des dotations et de l'augmentation des reprises dans nos portefeuilles des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens et de la diminution des dotations liées aux actifs dépréciés pour la majeure partie de 2018. Le 1<sup>er</sup> novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9, ce qui a mené à la constatation d'une dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs financiers productifs. Cette dotation a fluctué au cours de la période puisqu'elle est touchée par des conditions macroéconomiques et la croissance des volumes. Cependant, les résultats du quatrième trimestre de 2018 ont également subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade. Quant à la dotation à la provision pour pertes de crédit du premier trimestre de 2019, elle a été alourdie par une augmentation de la dotation liée aux prêts douteux eu égard à un compte du secteur Marchés des Capitaux.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'elles reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, l'incidence des ventes de rentes collectives et les contrats d'assurance vie internationaux restructurés, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de l'expansion des activités et ont été touchés par la sinistralité liée aux placements et les volumes de sinistres au cours de la période. Les résultats sont également touchés par les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. La croissance de ces frais durant la période rend surtout compte de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et les frais connexes, notamment le numérique. La hausse des frais autres que d'intérêt en 2017 et 2018 reflète surtout l'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Les résultats du troisième trimestre de 2017 ont également été affaiblis par la hausse des indemnités de départ. L'accroissement des coûts liés à la réglementation a influé sur les chiffres de l'exercice 2018, et la baisse enregistrée dans les deuxième et quatrième trimestres de 2018 reflétait principalement la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été en grande partie compensée dans les revenus. La hausse enregistrée au premier trimestre de 2019 reflétait l'incidence du change ainsi que la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul saisonnier des frais de commercialisation et par le repli des honoraires.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison principalement de la proportion variable des bénéficiaires déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéficiaires variables provenant de sources fiscalement avantageuses et de divers niveaux d'ajustements fiscaux. Le premier trimestre de 2018 a ressenti les effets négatifs de la réforme fiscale américaine, laquelle a donné lieu à une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé. Cependant, ce facteur a été plus qu'annulé en 2018 par la baisse continue du taux d'imposition des sociétés. Au cours de la période, notre taux d'imposition effectif a, de façon générale, été touché par le montant net des ajustements fiscaux favorables et par des changements dans la composition du bénéfice.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	36 471
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	235 832	222 866
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	297 660	294 602
Prêts		
Prêts de détail	401 767	399 452
Prêts de gros	191 114	180 278
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 061)	(2 912)
Autres – Dérivés	84 816	94 039
– Autres (2)	79 393	79 729
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 366 207 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	852 564 \$	837 046 \$
Autres – Dérivés	81 766	90 238
– Autres (2)	341 972	318 364
Débiteures subordonnées	9 255	9 131
<b>Total du passif</b>	<b>1 285 557</b>	<b>1 254 779</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>80 553</b>	<b>79 861</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	97	94
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>80 650</b>	<b>79 955</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 366 207 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

## Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le total de l'actif a augmenté de 31 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à celui du dernier trimestre, et le change l'a fait reculer de 6 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 10 milliards de dollars en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont monté de 2 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui provient surtout de la progression des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont élargis de 13 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des titres de créance d'État détenus à des fins de transaction.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont élargis de 3 milliards de dollars, ou 1 %, et ce, en raison principalement de l'intensification des activités des clients, laquelle a été atténuée par la hausse de la compensation financière.

Les prêts ont augmenté de 13 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la croissance des volumes, ce qui a contribué à accroître les prêts de gros et les prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont fléchi de 9 milliards de dollars, ou 10 %, à cause principalement de l'incidence du change sur les contrats de change.

Le total du passif a crû de 31 milliards de dollars, ou 2 %, mais le change l'a allégé de 6 milliards.

Les dépôts ont augmenté de 16 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts de détail qu'a permise l'intensification de l'activité des clients et de l'accroissement des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement.

Les passifs dérivés ont fléchi de 8 milliards de dollars, ou 9 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'incidence du change sur les contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 24 milliards de dollars, ou 7 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, hausse découlant de l'intensification des activités des clients et des besoins de financement, ce qui a été neutralisé en partie par une compensation financière plus importante.

Le total des capitaux propres a monté de 1 milliard de dollars, ou 1 %.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019. Nos transactions hors bilan significatives sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2018.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

## Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur. Au premier trimestre de 2019, nous avons commencé à utiliser de manière prospective l'approche standard pour le risque de contrepartie conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres, ce qui s'est surtout répercuté sur les expositions sur dérivés et sur les garanties en trésorerie figurant au bilan.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						31 octobre 2018 (1)
	31 janvier 2019						
	Risque de crédit			Risque de contrepartie (2)			
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total	
Engagements inutilisés		Autres (4)					
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts résidentiels garantis (5)	300 348 \$	61 224 \$	– \$	– \$	– \$	361 572 \$	358 395 \$
Prêts renouvelables admissibles (6)	25 025	70 202	–	–	–	95 227	89 840
Autres prêts de détail	55 704	14 084	71	–	–	69 859	66 915
<b>Total des prêts de détail</b>	<b>381 077 \$</b>	<b>145 510 \$</b>	<b>71 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>526 658 \$</b>	<b>515 150 \$</b>
<b>Prêts de gros</b>							
Exploitations agricoles	8 799 \$	1 723 \$	39 \$	– \$	64 \$	10 625 \$	10 358 \$
Industrie automobile	9 898	7 053	359	–	1 215	18 525	16 220
Services bancaires	40 633	1 788	531	51 701	19 528	114 181	128 858
Consommation discrétionnaire	16 770	7 810	611	–	522	25 713	24 592
Biens de consommation de base	5 174	6 490	513	–	1 036	13 213	12 167
Pétrole et gaz	6 868	10 784	1 440	–	1 370	20 462	20 090
Services financiers	24 140	22 173	2 903	109 330	15 998	174 544	191 133
Produits de financement	1 351	1 389	358	167	1 017	4 282	3 214
Produits forestiers	1 455	743	89	–	40	2 327	2 185
Administrations publiques	119 675	5 962	1 514	8 638	6 711	142 500	136 214
Produits industriels	6 976	7 803	694	–	719	16 192	17 111
Technologie de l'information	6 387	5 948	191	–	4 031	16 557	12 155
Placements	15 870	1 046	389	13	176	17 494	17 670
Mines et métaux	1 537	4 130	914	–	158	6 739	6 473
Travaux publics et infrastructure	1 932	1 799	424	–	171	4 326	4 275
Immobilier et autres	56 858	11 259	1 373	–	661	70 151	68 045
Autres services	25 314	11 332	918	1	1 091	38 656	37 774
Télécommunications et médias	6 832	11 822	259	–	1 221	20 134	21 741
Transport	5 691	5 857	2 272	–	1 517	15 337	14 916
Services publics	10 274	18 735	3 900	–	3 059	35 968	35 097
Autres secteurs	2 699	293	1	11	16 652	19 656	14 259
<b>Total des prêts de gros</b>	<b>375 133 \$</b>	<b>145 939 \$</b>	<b>19 692 \$</b>	<b>169 861 \$</b>	<b>76 957 \$</b>	<b>787 582 \$</b>	<b>794 547 \$</b>
<b>Risque total (7)</b>	<b>756 210 \$</b>	<b>291 449 \$</b>	<b>19 763 \$</b>	<b>169 861 \$</b>	<b>76 957 \$</b>	<b>1 314 240 \$</b>	<b>1 309 697 \$</b>
<b>Par secteur géographique (8)</b>							
Canada	522 082 \$	211 263 \$	9 956 \$	75 296 \$	32 521 \$	851 118 \$	833 074 \$
États-Unis	146 940	59 663	8 520	39 788	17 781	272 692	273 652
Europe	57 051	18 162	1 151	49 862	22 251	148 477	162 254
Autres pays	30 137	2 361	136	4 915	4 404	41 953	40 717
<b>Risque total (7)</b>	<b>756 210 \$</b>	<b>291 449 \$</b>	<b>19 763 \$</b>	<b>169 861 \$</b>	<b>76 957 \$</b>	<b>1 314 240 \$</b>	<b>1 309 697 \$</b>

(1) Les montants tenaient auparavant compte du risque de crédit brut.

(2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires.

(3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.

(4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.

(5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.

(7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille d'intermédiation bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes.

(8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le risque de crédit total s'est accru de 5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la croissance des prêts et acceptations, à l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales et à l'accroissement des engagements inutilisés au titre des prêts de détail, ce qui a été en bonne partie atténué par des baisses au chapitre des garanties en espèces et des dérivés attribuables à l'adoption de l'approche standard pour le risque de contrepartie au premier trimestre de 2019.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a augmenté de 12 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est surtout imputable à la croissance enregistrée par les portefeuilles de prêts renouvelables admissibles et de prêts résidentiels garantis.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a fléchi de 7 milliards de dollars, ou 1 %, surtout en raison de l'adoption de l'approche standard pour le risque de contrepartie, comme il a été mentionné ci-dessus, et d'une diminution des engagements inutilisés, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la croissance des prêts et acceptations attribuables au secteur Administrations publiques et aux autres secteurs.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit lié au Canada a augmenté et celui lié à l'Europe a diminué. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 65 %, 21 %, 11 % et 3 % (respectivement à 64 %, 21 %, 12 % et 3 % au 31 octobre 2018). L'augmentation du risque lié au Canada vient en grande partie de l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts et acceptations. La diminution de celui lié à l'Europe a résulté de la réduction des garanties en trésorerie et des dérivés en raison de l'adoption de l'approche standard pour le risque de contrepartie, comme il a été mentionné ci-haut.

**Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2018
	31 janvier 2019								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	8 405 \$	22 688 \$	333 \$	1 361 \$	13 424 \$	11 558 \$	7 805 \$	32 787 \$	20 078 \$
Allemagne	1 671	5 962	–	253	3 777	2 311	1 798	7 886	9 417
France	700	10 121	8	432	1 152	9 200	909	11 261	10 668
<b>Total Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>10 776 \$</b>	<b>38 771 \$</b>	<b>341 \$</b>	<b>2 046 \$</b>	<b>18 353 \$</b>	<b>23 069 \$</b>	<b>10 512 \$</b>	<b>51 934 \$</b>	<b>40 163 \$</b>
Irlande	795 \$	29 \$	327 \$	23 \$	408 \$	4 \$	762 \$	1 174 \$	931 \$
Italie	83	167	–	19	118	63	88	269	677
Portugal	–	12	32	–	33	–	11	44	33
Espagne	669	186	–	17	144	1	727	872	1 443
<b>Total – pays périphériques</b>	<b>1 547 \$</b>	<b>394 \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>703 \$</b>	<b>68 \$</b>	<b>1 588 \$</b>	<b>2 359 \$</b>	<b>3 084 \$</b>
Luxembourg (4)	1 875 \$	7 953 \$	242 \$	51 \$	1 516 \$	7 544 \$	1 061 \$	10 121 \$	9 000 \$
Pays-Bas (4)	593	1 038	45	176	1 015	4	833	1 852	2 815
Norvège	184	1 796	54	40	1 640	221	213	2 074	1 871
Suède	224	3 593	46	9	2 334	1 295	243	3 872	4 308
Suisse	451	5 537	140	114	515	5 258	469	6 242	6 835
Autres	1 506	1 793	141	239	1 225	832	1 622	3 679	3 795
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>4 833 \$</b>	<b>21 710 \$</b>	<b>668 \$</b>	<b>629 \$</b>	<b>8 245 \$</b>	<b>15 154 \$</b>	<b>4 441 \$</b>	<b>27 840 \$</b>	<b>28 624 \$</b>
<b>Risque net lié à l'Europe (5)</b>	<b>17 156 \$</b>	<b>60 875 \$</b>	<b>1 368 \$</b>	<b>2 734 \$</b>	<b>27 301 \$</b>	<b>38 291 \$</b>	<b>16 541 \$</b>	<b>82 133 \$</b>	<b>71 871 \$</b>

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 114,8 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (111,1 milliards au 31 octobre 2018) et 10,7 milliards à l'égard des dérivés (11,6 milliards au 31 octobre 2018).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,9 milliards de dollars (16,2 milliards au 31 octobre 2018), des dépôts de 33,7 milliards (23,3 milliards au 31 octobre 2018) et des titres comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 13,3 milliards (12,5 milliards au 31 octobre 2018).
- (4) Exclut un risque de 1,8 milliard de dollars (2,5 milliards au 31 octobre 2018) lié aux organismes supranationaux.
- (5) Reflète une tranche de 1,5 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,2 milliard au 31 octobre 2018).

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 10 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout d'une hausse des dépôts auprès de banques centrales. Le risque net lié aux pays périphériques d'Europe, dont l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, a reculé de 725 millions de dollars durant le trimestre, pour s'établir à 2,4 milliards de dollars.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts et comptabilisée à l'égard de ce portefeuille a été d'un montant négligeable dans le trimestre à l'étude. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts a été de 10 p.b., n'ayant pas changé en regard du trimestre précédent.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 575 \$	54 %	6 579 \$	46 %	14 154 \$	1 900 \$
Québec	12 777	40	19 387	60	32 164	3 644
Ontario	37 802	32	80 570	68	118 372	16 613
Alberta	20 490	55	17 010	45	37 500	6 619
Saskatchewan et Manitoba	8 950	51	8 593	49	17 543	2 475
Colombie-Britannique et territoires	15 274	31	33 946	69	49 220	8 302
Total – Canada (3)	102 868 \$	38 %	166 085 \$	62 %	268 953 \$	39 553 \$
États-Unis (4)	1	–	14 212	100	14 213	1 937
Autres pays (4)	7	–	3 139	100	3 146	1 443
Total – pays	8 \$	– %	17 351 \$	100 %	17 359 \$	3 380 \$
<b>Total</b>	<b>102 876 \$</b>	<b>36 %</b>	<b>183 436 \$</b>	<b>64 %</b>	<b>286 312 \$</b>	<b>42 933 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2018					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 616 \$	54 %	6 398 \$	46 %	14 014 \$	1 926 \$
Québec	13 045	41	18 911	59	31 956	3 730
Ontario	38 708	33	77 649	67	116 357	16 811
Alberta	20 615	55	16 738	45	37 353	6 706
Saskatchewan et Manitoba	9 007	51	8 503	49	17 510	2 534
Colombie-Britannique et territoires	15 452	32	33 189	68	48 641	8 436
Total – Canada (3)	104 443 \$	39 %	161 388 \$	61 %	265 831 \$	40 143 \$
États-Unis (4)	1	–	13 492	100	13 493	2 099
Autres pays (4)	7	–	3 140	100	3 147	1 513
Total – pays	8 \$	– %	16 632 \$	100 %	16 640 \$	3 612 \$
<b>Total</b>	<b>104 451 \$</b>	<b>37 %</b>	<b>178 020 \$</b>	<b>63 %</b>	<b>282 471 \$</b>	<b>43 755 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 269 milliards de dollars (266 milliards au 31 octobre 2018) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 246 milliards (243 milliards au 31 octobre 2018) et des prêts hypothécaires commerciaux de 7 milliards (7 milliards au 31 octobre 2018), dont une tranche de 4 milliards (4 milliards au 31 octobre 2018) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 16 milliards (16 milliards au 31 octobre 2018) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2019, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 39 milliards de dollars (40 milliards au 31 octobre 2018). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 octobre 2018) sont garanties par un privilège de premier rang grevant la propriété, et seulement 7 % (7 % au 31 octobre 2018) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêts prévus.

### Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2019			31 octobre 2018		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	70 %	39 %	69 %	70 %	40 %	68 %
De 25 à 30 ans	23	61	25	23	60	25
De 30 à 35 ans	5	–	4	5	–	5
Plus de 35 ans	2	–	2	2	–	2
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

### Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2019		le 31 octobre 2018	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	72 %	74 %
Québec	71	73	71	73
Ontario	70	67	70	67
Alberta	72	71	73	71
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	66	64	67	64
États-Unis	74	n.s.	69	n.s.
Autres pays	71	n.s.	66	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	70 %	68 %	70 %	68 %
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)</b>	<b>56 %</b>	<b>50 %</b>	<b>55 %</b>	<b>49 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations sommaires à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

**Dotation à la (reprise de) provision pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2019	le 31 octobre 2018	le 31 janvier 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	347 \$	297 \$	312 \$
Gestion de patrimoine	26	4	(2)
Marchés des Capitaux	143	32	25
Services de soutien généraux et autres	–	–	(1)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>516 \$</b>	<b>333 \$</b>	<b>334 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers</b>	<b>(2)</b>	<b>20</b>	<b>–</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>514 \$</b>	<b>353 \$</b>	<b>334 \$</b>
Prêts de détail	33 \$	26 \$	20 \$
Prêts de gros	60	18	(11)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>93 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>9 \$</b>
Prêts de détail	269 \$	248 \$	245 \$
Prêts de gros	154	41	80
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>423 \$</b>	<b>289 \$</b>	<b>325 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>516 \$</b>	<b>333 \$</b>	<b>334 \$</b>
<b>Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts (1)</b>	<b>0,34 %</b>	<b>0,23 %</b>	<b>0,24 %</b>
<b>Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (2)</b>	<b>0,28 %</b>	<b>0,20 %</b>	<b>0,23 %</b>
<b>Information supplémentaire par secteur géographique</b>			
<b>Canada (3)</b>			
Prêts hypothécaires résidentiels	10 \$	17 \$	10 \$
Prêts aux particuliers	121	121	113
Prêts sur cartes de crédit	116	115	107
Prêts aux petites entreprises	5	6	7
Prêts de détail	252	259	237
Prêts de gros	41	22	34
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>293 \$</b>	<b>281 \$</b>	<b>271 \$</b>
<b>États-Unis (3)</b>			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	110	34	22
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>112 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>23 \$</b>
<b>Autres pays (3)</b>			
Prêts de détail	15 \$	(12)\$	7 \$
Prêts de gros	3	(15)	24
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>18 \$</b>	<b>(27)\$</b>	<b>31 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>423 \$</b>	<b>289 \$</b>	<b>325 \$</b>

(1) Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit – Prêts est calculé à partir de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en tant que pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

(2) Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux est calculé à partir de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en tant que pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

(3) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 514 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 516 millions de dollars, ayant augmenté de 182 millions, ou 54 %, sur un an en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 34 p.b., s'étant élargi de 10 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 93 millions de dollars, contre 9 millions l'exercice précédent, a résulté principalement de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme, ce qui s'est surtout répercuté sur les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 423 millions de dollars, a dépassé de 98 millions celle inscrite un an plus tôt en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 35 millions de dollars, ce qui rend compte de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux de la plupart des portefeuilles.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 28 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), tel qu'il est indiqué ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 118 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est précisé ci-dessus. La montée des dotations liées aux prêts douteux, essentiellement attribuable à un compte du secteur Services publics, a également contribué à la hausse.

### **Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 516 millions de dollars, ayant augmenté de 183 millions, ou 55 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 34 p.b., en hausse de 11 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 93 millions de dollars, contre 44 millions le trimestre précédent, a résulté principalement de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme, ce qui s'est surtout répercuté sur les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 423 millions de dollars, a augmenté de 134 millions en regard du dernier trimestre en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 50 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux des portefeuilles des secteurs Services bancaires dans les Antilles et Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 22 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), tel qu'il est indiqué ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 111 millions de dollars, ce qui reflète principalement une dotation liée aux prêts douteux eu égard à un compte du secteur Services publics. La montée de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a également contribué à l'augmentation.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 653 \$	1 605 \$	1 713 \$
Gestion de patrimoine	223	203	273
Marchés des Capitaux	906	375	541
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 782 \$</b>	<b>2 183 \$</b>	<b>2 527 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	749 \$	723 \$	715 \$
Prêts de gros	407	396	518
Montant brut des prêts douteux	1 156 \$	1 119 \$	1 233 \$
États-Unis (1)			
Prêts de détail	30 \$	23 \$	39 \$
Prêts de gros	949	401	386
Montant brut des prêts douteux	979 \$	424 \$	425 \$
Autres pays (1)			
Prêts de détail	331 \$	327 \$	327 \$
Prêts de gros	316	313	542
Montant brut des prêts douteux	647 \$	640 \$	869 \$
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 782 \$</b>	<b>2 183 \$</b>	<b>2 527 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	2 183 \$	2 321 \$	2 576 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	1 133	553	694
Remboursements nets (2)	(99)	(107)	(126)
Montants sortis du bilan	(377)	(382)	(321)
Autres (2), (3)	(58)	(202)	(296)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 782 \$	2 183 \$	2 527 \$
<b>Ratio du montant brut des prêts douteux (4)</b>			
Ratio du total du montant brut des prêts douteux	0,46 %	0,37 %	0,45 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,37 %	0,37 %	0,41 %
Services bancaires canadiens	0,26 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	6,54 %	6,36 %	6,44 %
Gestion de patrimoine	0,37 %	0,34 %	0,52 %
Marchés des Capitaux	0,90 %	0,41 %	0,67 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux remboursements nets, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des reprises au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations.

(4) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations connexes.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018**

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 782 millions de dollars, ayant augmenté de 255 millions, ou 10 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 46 p.b., s'est accru de 1 p.b., ce qui rend essentiellement compte de l'accroissement des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux, atténué par la diminution des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi de 60 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires aux entreprises canadiens, contrebalancée en partie par la hausse des prêts douteux dans nos portefeuilles des secteurs Services bancaires aux particuliers canadiens et Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 50 millions de dollars, ou 18 %, ce qui reflète surtout la baisse des prêts douteux des secteurs Gestion de patrimoine – International et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) en raison des remboursements.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est alourdi de 365 millions de dollars, ou 67 %, en raison essentiellement d'un compte dans le secteur Services publics. Des mouvements survenus dans d'autres secteurs sont également à l'origine de ce changement.

**Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 599 millions, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 46 p.b., s'est accru de 9 p.b.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 48 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la montée des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a monté de 20 millions de dollars, ou 10 %, ce qui reflète surtout l'accroissement des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est alourdi de 531 millions de dollars par suite essentiellement d'un compte dans le secteur Services publics.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 604 \$	2 536 \$	2 426 \$
Gestion de patrimoine	202	202	218
Marchés des Capitaux	464	347	350
Services de soutien généraux et autres	3	3	1
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>3 273 \$</b>	<b>3 088 \$</b>	<b>2 995 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers</b>	<b>69</b>	<b>71</b>	<b>103</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>3 342 \$</b>	<b>3 159 \$</b>	<b>3 098 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	2 478 \$	2 388 \$	2 242 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	795	700	753
Prêts de détail	1 785 \$	1 753 \$	1 643 \$
Prêts de gros	693	635	599
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>2 478 \$</b>	<b>2 388 \$</b>	<b>2 242 \$</b>
<b>Information supplémentaire par secteur géographique</b>			
Canada (1)			
Prêts de détail	176 \$	168 \$	153 \$
Prêts de gros	111	92	140
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	287 \$	260 \$	293 \$
États-Unis (1)			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	226	164	135
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	228 \$	165 \$	136 \$
Autres pays (1)			
Prêts de détail	169 \$	166 \$	157 \$
Prêts de gros	111	109	167
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	280 \$	275 \$	324 \$
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>795 \$</b>	<b>700 \$</b>	<b>753 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 342 millions de dollars, en hausse de 244 millions, ou 8 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète une augmentation de 278 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts, laquelle a été contrebalancée par une baisse de 34 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 478 millions de dollars, s'est accrue de 236 millions par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui a découlé de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques à court terme et de la croissance des volumes, ce qui s'est surtout répercuté sur le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le secteur Marchés des Capitaux a également contribué à l'accroissement.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 795 millions de dollars a augmenté de 42 millions sur un an à cause surtout de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, laquelle a été annulée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers a fléchi de 34 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la restructuration de titres à la Barbade l'exercice précédent.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 342 millions de dollars, en hausse de 183 millions, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une augmentation de 185 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 478 millions de dollars, a dépassé de 90 millions celle du quatrième trimestre de 2018, hausse qui témoigne de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises attribuable à l'évolution défavorable certaines variables macroéconomiques à court terme.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 795 millions de dollars a augmenté de 95 millions en regard du trimestre précédent à cause surtout de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2018. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en périodes de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2018. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2018.

### Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

#### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2019				31 octobre 2018		31 janvier 2018	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	20 \$	22 \$	30 \$	14 \$	34 \$	16 \$	15 \$	16 \$
Change	4	6	13	3	12	5	3	3
Marchandises	2	3	4	2	2	2	1	2
Taux d'intérêt (1)	14	16	19	12	15	15	12	17
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	5	5	5	5	5	5
Effet de diversification (3)	(15)	(18)	n.s.	n.s.	(29)	(19)	(14)	(18)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>30 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>45 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>25 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>113 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>81 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

n.s. non significatif

#### Premier trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2018

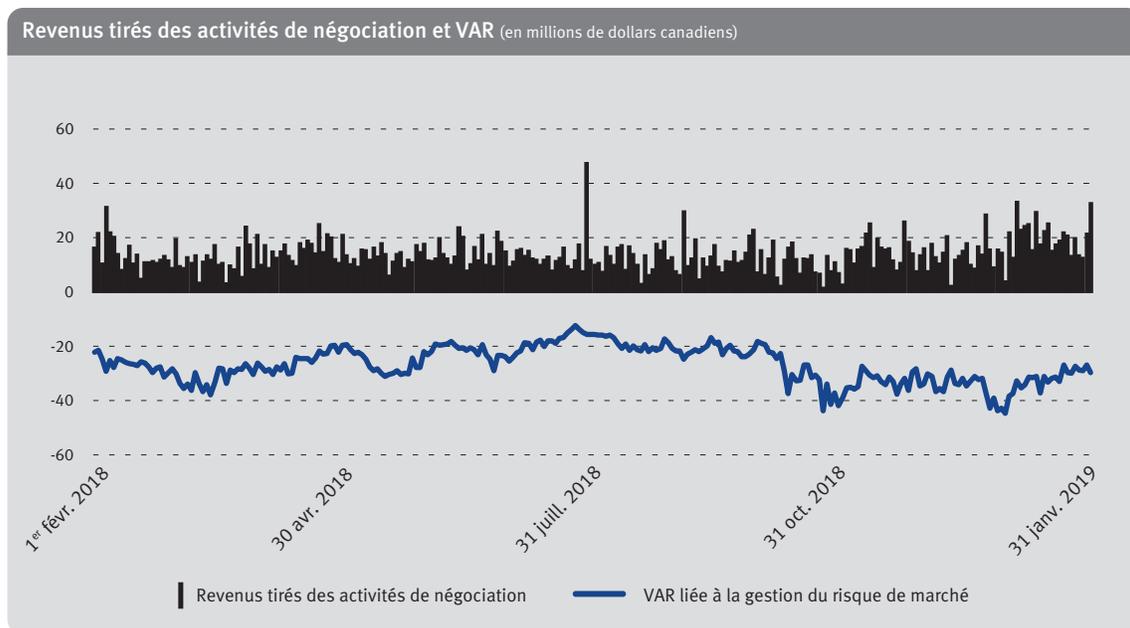
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 34 millions de dollars, en hausse de 9 millions par rapport à il y a un an, ce qui reflète surtout la volatilité accrue des marchés boursiers, laquelle a eu des répercussions dans la période visée par le calcul de la VAR, et l'incidence du change.

La moyenne de la VAR en période de tension s'est chiffrée à 123 millions de dollars, en hausse de 42 millions sur un an, ce qui a résulté essentiellement de la croissance des portefeuilles de titres à revenu fixe et de la volatilité accrue des marchés boursiers. L'incidence du change a également contribué à cette hausse.

#### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 34 millions de dollars, en hausse de 10 millions, et la moyenne de la VAR en période de tension a été de 123 millions, en hausse de 51 millions par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement des portefeuilles de titres à revenu fixe et de la volatilité accrue des marchés boursiers. L'incidence du change a également contribué à cette hausse.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 janvier 2019 et le 31 octobre 2018.



### Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans les revenus de placement compris dans le total des revenus à l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2019, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 10,5 milliards de dollars, en hausse par rapport à 10,0 milliards au trimestre précédent, et les actifs à l'appui des passifs se situaient à 8,6 milliards, en hausse par rapport à 8,1 milliards au trimestre précédent.

### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présupant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et des mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2019						31 octobre 2018		31 janvier 2018	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(976)\$	(43)\$	(1 019)\$	360 \$	127 \$	487 \$	(1 140)\$	505 \$	(1 224)\$	458 \$
diminution des taux de 100 p.b.	877	(328)	549	(468)	(149)	(617)	755	(582)	809	(578)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 janvier 2019, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 617 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 582 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 janvier 2019 aurait eu une incidence négative de 1 019 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en baisse par rapport à 1 140 millions au trimestre précédent. La hausse d'un trimestre à l'autre du risque lié au revenu net d'intérêt s'explique essentiellement par les variations des taux d'intérêt et

la croissance des dépôts. Au premier trimestre de 2019, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

### **Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs**

#### **Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global**

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 51,9 milliards de dollars au 31 janvier 2019, comparativement à 48,5 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 31 janvier 2019, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 7 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 21 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 janvier 2019 s'établissait à 6,0 milliards de dollars, en baisse par rapport à 7,1 milliards au trimestre précédent. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 31 janvier 2019, contre 0,4 milliard au trimestre précédent.

#### **Dérivés liés aux activités autres que de négociation**

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 2,5 milliards de dollars au 31 janvier 2019, en baisse par rapport à 2,8 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,1 milliards au 31 janvier 2019, contre 2,9 milliards au trimestre précédent.

#### **Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable**

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée et s'établissant à 1,0 milliard de dollars au 31 janvier 2019, en baisse par rapport à 1,5 milliard au 31 octobre 2018, ainsi que des passifs dérivés de 1,6 milliard au 31 janvier 2019, en baisse par rapport à 2,1 milliards au trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer nos titres de placement et notre risque lié au taux d'intérêt structurel. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux swaps désignés comme couvertures des flux de trésorerie, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements, s'élevait à 7 millions de dollars au 31 janvier 2019, ce qui correspond au même montant qu'au 31 octobre 2018.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt et des swaps de taux d'intérêt correspondants sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de participation dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

#### **Autres dérivés non détenus à des fins de transaction**

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, afin de gérer les risques liés aux dérivés non détenus à des fins de transaction. Les variations de la juste valeur de ces derniers sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Les actifs dérivés s'établissaient à 1,5 milliard de dollars au 31 janvier 2019, en hausse par rapport à 1,3 milliard au 31 octobre 2018, et les passifs dérivés se chiffraient à 0,5 milliard au 31 janvier 2019, contre 0,8 milliard au trimestre précédent.

#### **Risque de change lié aux activités autres que de négociation**

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction

des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

### Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	– \$	40 033 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	22 859	15 794	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	138 173	129 595	8 578	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	97 659	–	97 659	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	297 660	223 953	73 707	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	401 767	7 112	394 655	Taux d'intérêt
Prêts de gros	191 114	8 778	182 336	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 061)	–	(3 061)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 443	–	1 443	Taux d'intérêt
Dérivés	84 816	82 307	2 509	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	71 692	2 439	69 253	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>6 258</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 366 207 \$</b>	<b>477 043 \$</b>	<b>882 906 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	852 564 \$	96 229 \$	756 335 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 443	–	1 443	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	33 242	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	224 529	218 297	6 232	Taux d'intérêt
Dérivés	81 766	79 647	2 119	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	78 383	7 887	70 496	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 255	–	9 255	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>4 375</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 285 557 \$</b>	<b>435 302 \$</b>	<b>845 880 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>80 650 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 366 207 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 6 258 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 4 375 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2018			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	30 209 \$	– \$	30 209 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	36 471	20 277	16 194	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	128 258	120 163	8 095	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	94 608	–	94 608	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	294 602	219 108	75 494	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	399 452	4 307	395 145	Taux d'intérêt
Prêts de gros	180 278	9 128	171 150	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(2 912)	–	(2 912)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 368	–	1 368	Taux d'intérêt
Dérivés	94 039	91 275	2 764	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	71 655	2 259	69 396	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché</b> (3)	6 706			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 334 734 \$</b>	<b>466 517 \$</b>	<b>861 511 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	837 046 \$	82 281 \$	754 765 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 368	–	1 368	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 247	32 247	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	206 814	201 839	4 975	Taux d'intérêt
Dérivés	90 238	87 352	2 886	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	72 116	7 661	64 455	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 131	–	9 131	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché</b> (4)	5 819			
<b>Total du passif</b>	<b>1 254 779 \$</b>	<b>411 380 \$</b>	<b>837 580 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>79 955 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 334 734 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 6 706 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 5 819 millions de dollars.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2018.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

### Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Fed, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de notre réserve de liquidités.

	Au 31 janvier 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	– \$	40 033 \$	2 585 \$	37 448 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	–	38 653	328	38 325
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	196 493	277 661	474 154	329 626	144 528
Autres titres	79 484	120 017	199 501	84 522	114 979
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	10 722	–	10 722	–	10 722
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	95 157	–	95 157	–	95 157
Autres actifs liquides (4)	18 498	–	18 498	18 137	361
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>479 040 \$</b>	<b>397 678 \$</b>	<b>876 718 \$</b>	<b>435 198 \$</b>	<b>441 520 \$</b>

	Au 31 octobre 2018				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	30 209 \$	– \$	30 209 \$	2 573 \$	27 636 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	36 471	–	36 471	366	36 105
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	188 911	261 119	450 030	297 681	152 349
Autres titres	78 090	126 209	204 299	84 589	119 710
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	9 988	–	9 988	–	9 988
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	99 120	–	99 120	–	99 120
Autres actifs liquides (4)	19 758	–	19 758	19 406	352
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>462 547 \$</b>	<b>387 328 \$</b>	<b>849 875 \$</b>	<b>404 615 \$</b>	<b>445 260 \$</b>

	Aux	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	201 440 \$	219 197 \$
Succursales à l'étranger	81 969	73 015
Filiales	158 111	153 048
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>441 520 \$</b>	<b>445 260 \$</b>

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).
- (4) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés des capitaux; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

### Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le total des actifs liquides s'est accru de 27 milliards de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des titres inscrits au bilan et des titres reçus en garantie aux termes de conventions de revente et de transactions sur swaps de garantie, ainsi que de l'accroissement des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte des activités de gestion de la trésorerie à court terme. L'augmentation des garanties obtenues a cependant été annulée par une hausse correspondante des garanties accordées en lien avec des actifs liquides grevés en raison de transactions de rachat et de swaps de garantie.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des titres et des autres actifs, et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2019, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 29 % du total des actifs (29 % au 31 octobre 2018).

## Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2019					31 octobre 2018				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	2 585 \$	37 448 \$	– \$	40 033 \$	– \$	2 573 \$	27 636 \$	– \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	328	38 325	–	38 653	–	366	36 105	–	36 471
Titres										
Titres détenus à des fins de négociation	40 659	–	94 912	2 602	138 173	40 640	–	84 270	3 348	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	14 047	–	83 550	62	97 659	12 195	–	82 351	62	94 608
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	379 112	22 633	35 373	9 041	446 159	348 597	22 188	53 590	5 722	430 097
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 494	–	37 069	–	67 563	34 286	–	36 234	–	70 520
Prêts hypothécaires	44 961	–	14 400	159 388	218 749	36 959	–	17 784	157 208	211 951
Prêts autres qu'hypothécaires	9 251	–	58 701	47 503	115 455	8 553	–	59 611	48 817	116 981
Prêts de gros	–	–	33 302	157 812	191 114	–	–	32 478	147 800	180 278
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(3 061)	(3 061)	–	–	–	(2 912)	(2 912)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	1 443	1 443	–	–	–	1 368	1 368
Autres – Dérivés	–	–	–	84 816	84 816	–	–	–	94 039	94 039
– Autres (5)	18 137	–	361	59 452	77 950	19 406	–	352	58 603	78 361
<b>Total de l'actif</b>	<b>536 661 \$</b>	<b>25 546 \$</b>	<b>433 441 \$</b>	<b>519 058 \$</b>	<b>1 514 706 \$</b>	<b>500 636 \$</b>	<b>25 127 \$</b>	<b>430 411 \$</b>	<b>514 055 \$</b>	<b>1 470 229 \$</b>

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence, les FHLB et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 22,6 milliards de dollars (22,2 milliards au 31 octobre 2018) reçues dans le cadre de conventions de revente qui ne peuvent pas être redonnées en gage dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

### Profil des dépôts et du placement

Au 31 janvier 2019, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 551 milliards de dollars, ou 49 % du total du financement (545 milliards, ou 50 %, au 31 octobre 2018). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

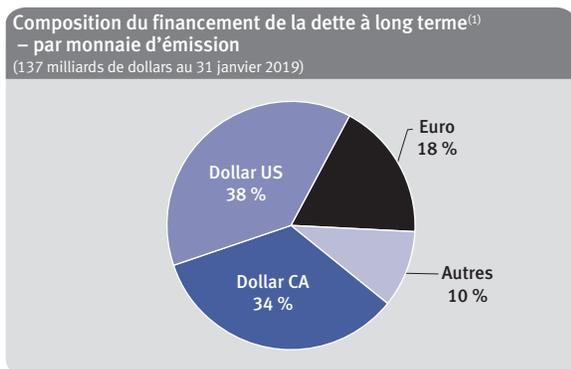
### Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

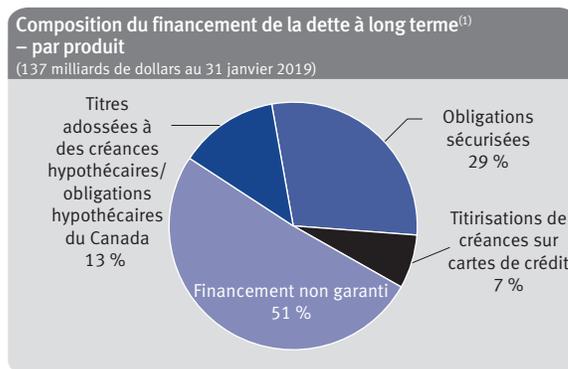
#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après montre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

#### Composition du financement de gros<sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 141 \$	29 \$	709 \$	– \$	4 879 \$	– \$	– \$	4 879 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 461	16 769	16 232	15 804	54 266	66	131	54 463
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 029	3 160	6 183	4 702	16 074	–	–	16 074
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	121	7 400	6 180	4 282	17 983	25 540	31 213	74 736
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	65	275	450	1 759	2 549	1 511	5 514	9 574
Titrisation de prêts hypothécaires	–	527	513	1 109	2 149	3 660	11 597	17 406
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	1 313	3 338	1 503	3 932	10 086	12 167	26 836	49 089
Passif subordonné	–	–	1 000	2 095	3 095	2 499	3 798	9 392
Autres <sup>(7)</sup>	9 373	2 810	3 189	1 855	17 227	157	9 065	26 449
<b>Total</b>	<b>22 503 \$</b>	<b>34 308 \$</b>	<b>35 959 \$</b>	<b>35 538 \$</b>	<b>128 308 \$</b>	<b>45 600 \$</b>	<b>88 154 \$</b>	<b>262 062 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	11 764 \$	8 945 \$	10 169 \$	10 794 \$	41 672 \$	15 827 \$	38 433 \$	95 932 \$
– Financement non garanti	10 739	25 363	25 790	24 744	86 636	29 773	49 721	166 130

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2018							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 507 \$	10 \$	42 \$	– \$	4 559 \$	– \$	– \$	4 559 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	3 658	9 000	20 994	14 926	48 578	197	132	48 907
Papier commercial adossé à des actifs (3)	1 908	2 581	5 877	6 197	16 563	–	–	16 563
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	122	6 132	7 424	8 090	21 768	23 125	33 513	78 406
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	185	215	353	693	1 446	2 603	5 608	9 657
Titrisation de prêts hypothécaires	–	2 473	527	1 099	4 099	3 027	12 193	19 319
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	21	4 641	5 409	10 071	8 581	26 861	45 513
Passif subordonné	–	–	–	1 103	1 103	2 993	5 301	9 397
Autres (7)	7 639	1 658	419	1 189	10 905	4	9 122	20 031
<b>Total</b>	<b>18 019 \$</b>	<b>22 090 \$</b>	<b>40 277 \$</b>	<b>38 706 \$</b>	<b>119 092 \$</b>	<b>40 530 \$</b>	<b>92 730 \$</b>	<b>252 352 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	8 292 \$	5 666 \$	11 045 \$	12 706 \$	37 709 \$	11 608 \$	39 054 \$	88 371 \$
– Financement non garanti	9 727	16 424	29 232	26 000	81 383	28 922	53 676	163 981

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 8 240 millions de dollars (6 978 millions au 31 octobre 2018), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 4 176 millions (4 084 millions au 31 octobre 2018), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 8 910 millions (8 969 millions au 31 octobre 2018) et des avances de FHLB (garanties) de 5 123 millions (néant au 31 octobre 2018).

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau ci-après présente nos principales notations (1).

### Notations

	Au 21 février 2019			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA	AA (faible)	positive

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne des banques canadiennes.

(3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.

(4) Le 16 juillet 2018, Moody's a relevé de deux crans la notation de notre dette à long terme de premier rang existante et a révisé notre perspective, la faisant passer de négative à stable. À cette même date, Moody's a également annoncé avoir attribué la notation A2 à notre dette à long terme de premier rang.

(5) Le 27 juin 2018, S&P a révisé notre perspective, la faisant passer de négative à stable. Le 16 août 2018, S&P a annoncé avoir attribué la notation A à notre dette à long terme de premier rang.

(6) Le 21 juin 2018, Fitch Ratings a annoncé que la notation de notre dette à long terme de premier rang sera la même que celle attribuée à notre dette de premier rang existante vu que cette agence ne s'attendait pas à des changements immédiats des notations par suite du régime de recapitalisation interne. Le 22 octobre 2018, Fitch Ratings a confirmé nos notations et une perspective stable.

(7) Le 26 juin 2018, DBRS a révisé notre perspective, la faisant passer de stable à positive. Le 19 avril 2018, DBRS a annoncé avoir attribué la notation AA (faible) à notre dette à long terme de premier rang.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

**Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations**

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2019			31 octobre 2018		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	179 \$	63 \$	150 \$	125 \$	45 \$	191 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	185	176	—	185	176	—

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

**Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2019		le 31 octobre 2018	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	221 751 \$	s.o.	212 818 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> (3)	257 222 \$	19 754	252 514 \$	19 398
<i>Dépôts moins stables</i>	85 262	2 558	83 611	2 508
<i>Dépôts moins stables</i>	171 960	17 196	168 903	16 890
Financement de gros non garanti, dont :				
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	291 119	132 359	285 140	129 249
<i>Dépôts non opérationnels</i>	127 648	30 410	126 889	30 276
<i>Dettes non garanties</i>	141 227	79 705	136 572	77 294
<i>Dettes non garanties</i>	22 244	22 244	21 679	21 679
Financement de gros garanti	s.o.	33 728	s.o.	29 837
Exigences supplémentaires, dont :				
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	269 708	80 563	260 417	79 668
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	64 633	44 379	61 154	42 867
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	4 532	4 532	6 232	6 232
Autres obligations de financement contractuelles (5)	200 543	31 652	193 031	30 569
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	19 966	19 966	26 811	26 811
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	427 209	7 601	420 344	7 557
<b>Total des sorties de trésorerie</b>	s.o.	293 971 \$	s.o.	292 520 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	279 932 \$	54 853 \$	233 784 \$	49 183 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	13 697	9 631	14 345	10 156
Autres entrées de trésorerie	56 739	56 739	59 683	59 683
<b>Total des entrées de trésorerie</b>	s.o.	121 223 \$	s.o.	119 022 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		221 751 \$		212 818 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		172 748		173 498
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		<b>128 %</b>		<b>123 %</b>

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.

(4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 84 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

#### **Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018**

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2019 s'est établie à 128 %, contre 123 % au trimestre précédent, ce qui correspond à un excédent d'environ 49 milliards de dollars. L'augmentation de cet excédent en regard de ce qu'il était au trimestre précédent reflète essentiellement un changement dans la composition du financement et des activités.

**Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan**

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	76 344 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 339 \$	78 686 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 872	19	53	–	21	50	70	7 411	33 677	138 173
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 868	3 935	3 110	2 556	2 530	13 199	29 140	40 827	494	97 659
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	179 266	64 013	21 311	10 609	13 659	610	–	–	8 192	297 660
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	20 699	16 596	26 144	23 958	27 730	124 862	215 764	47 888	86 179	589 820
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 152	5 605	17	–	2	5	–	–	(31)	16 750
Dérivés	5 056	6 624	4 549	2 586	4 634	9 269	16 174	35 920	4	84 816
Autres actifs financiers	23 621	1 139	682	60	197	117	243	1 765	2 148	29 972
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>414 878 \$</b>	<b>97 934 \$</b>	<b>55 866 \$</b>	<b>39 769 \$</b>	<b>48 773 \$</b>	<b>148 112 \$</b>	<b>261 391 \$</b>	<b>133 811 \$</b>	<b>133 002 \$</b>	<b>1 333 536 \$</b>
Autres actifs non financiers	2 129	1 300	416	493	627	1 142	1 291	1 402	23 871	32 671
<b>Total de l'actif</b>	<b>417 007 \$</b>	<b>99 234 \$</b>	<b>56 282 \$</b>	<b>40 262 \$</b>	<b>49 400 \$</b>	<b>149 254 \$</b>	<b>262 682 \$</b>	<b>135 213 \$</b>	<b>156 873 \$</b>	<b>1 366 207 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	51 080 \$	46 688 \$	39 785 \$	36 807 \$	30 939 \$	38 178 \$	53 336 \$	14 950 \$	437 877 \$	749 640 \$
Emprunts garantis	3 608	6 400	7 080	6 053	2 659	9 648	21 529	5 961	–	62 938
Obligations sécurisées	–	2 599	1 509	3 004	–	11 988	17 331	3 555	–	39 986
Autres										
Acceptations	11 149	5 605	16	2	–	6	–	–	3	16 781
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	–	–	–	–	–	–	–	–	33 242
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	183 875	29 749	2 892	159	–	496	–	–	7 358	224 529
Dérivés	5 450	6 902	4 535	3 041	3 811	7 960	14 816	35 244	7	81 766
Autres passifs financiers	27 942	2 000	2 543	1 435	371	162	588	6 894	810	42 745
Débitures subordonnées	–	–	–	102	–	–	317	8 836	–	9 255
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>316 346 \$</b>	<b>99 943 \$</b>	<b>58 360 \$</b>	<b>50 603 \$</b>	<b>37 780 \$</b>	<b>68 438 \$</b>	<b>107 917 \$</b>	<b>75 440 \$</b>	<b>446 055 \$</b>	<b>1 260 882 \$</b>
Autres passifs non financiers	1 156	847	191	902	1 957	643	768	10 043	8 168	24 675
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	80 650	80 650
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>317 502 \$</b>	<b>100 790 \$</b>	<b>58 551 \$</b>	<b>51 505 \$</b>	<b>39 737 \$</b>	<b>69 081 \$</b>	<b>108 685 \$</b>	<b>85 483 \$</b>	<b>534 873 \$</b>	<b>1 366 207 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	291 \$	1 450 \$	2 598 \$	1 933 \$	3 074 \$	1 506 \$	4 764 \$	713 \$	51 \$	16 380 \$
Engagements en vertu de baux	66	131	200	199	191	724	1 558	2 820	–	5 889
Engagements de crédit	1 372	5 036	8 245	10 037	15 554	35 718	172 094	14 821	209	263 086
Autres engagements liés au crédit	574	1 047	1 477	1 098	1 425	494	699	114	102 298	109 226
Autres engagements	23	–	–	–	–	–	–	–	527	550
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>2 326 \$</b>	<b>7 664 \$</b>	<b>12 520 \$</b>	<b>13 267 \$</b>	<b>20 244 \$</b>	<b>38 442 \$</b>	<b>179 115 \$</b>	<b>18 468 \$</b>	<b>103 085 \$</b>	<b>395 131 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

	Au 31 octobre 2018									
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	64 201 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 477 \$	66 680 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	86 551	20	22	16	1	52	72	6 982	34 542	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 529	6 855	1 419	2 593	2 399	12 989	25 061	39 396	367	94 608
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	168 810	66 854	28 828	10 298	11 692	552	–	–	7 568	294 602
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	22 534	14 967	21 079	26 753	25 271	122 687	211 768	44 191	87 568	576 818
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 774	4 788	94	1	–	5	–	–	(21)	15 641
Dérivés	6 070	10 179	4 930	4 032	3 030	11 130	18 067	36 581	20	94 039
Autres actifs financiers	25 670	873	938	78	157	112	231	1 758	2 120	31 937
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>388 139 \$</b>	<b>104 538 \$</b>	<b>57 310 \$</b>	<b>43 771 \$</b>	<b>42 550 \$</b>	<b>147 527 \$</b>	<b>255 199 \$</b>	<b>128 908 \$</b>	<b>134 641 \$</b>	<b>1 302 583 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 809	1 268	590	364	559	971	1 352	1 125	24 113	32 151
<b>Total de l'actif</b>	<b>389 948 \$</b>	<b>105 806 \$</b>	<b>57 900 \$</b>	<b>44 135 \$</b>	<b>43 109 \$</b>	<b>148 498 \$</b>	<b>256 551 \$</b>	<b>130 033 \$</b>	<b>158 754 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	46 793 \$	33 849 \$	47 209 \$	30 511 \$	36 116 \$	34 641 \$	50 792 \$	15 693 \$	440 246 \$	735 850 \$
Emprunts garantis	2 340	6 571	9 321	5 433	4 232	7 135	23 388	5 902	–	64 322
Obligations sécurisées	–	–	2 579	1 499	2 982	10 022	16 360	3 432	–	36 874
Autres										
Acceptations	10 775	4 787	94	1	–	5	–	–	–	15 662
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 247	–	–	–	–	–	–	–	–	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	146 205	44 248	9 030	91	–	–	–	–	7 240	206 814
Dérivés	5 998	8 585	4 650	4 176	3 311	9 808	17 205	36 496	9	90 238
Autres passifs financiers	27 414	1 003	582	233	414	154	522	6 784	733	37 839
Débitures subordonnées	–	–	–	–	103	–	318	8 710	–	9 131
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>271 772 \$</b>	<b>99 043 \$</b>	<b>73 465 \$</b>	<b>41 944 \$</b>	<b>47 158 \$</b>	<b>61 765 \$</b>	<b>108 585 \$</b>	<b>77 017 \$</b>	<b>448 228 \$</b>	<b>1 228 977 \$</b>
Autres passifs non financiers	992	5 095	346	183	157	765	868	9 449	7 947	25 802
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	79 955	79 955
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>272 764 \$</b>	<b>104 138 \$</b>	<b>73 811 \$</b>	<b>42 127 \$</b>	<b>47 315 \$</b>	<b>62 530 \$</b>	<b>109 453 \$</b>	<b>86 466 \$</b>	<b>536 130 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	532 \$	2 026 \$	1 647 \$	2 696 \$	1 337 \$	1 910 \$	4 179 \$	1 125 \$	50 \$	15 502 \$
Engagements en vertu de baux	66	131	194	199	194	695	1 517	2 814	–	5 810
Engagements de crédit	4 122	3 417	8 736	9 667	11 406	33 030	168 071	23 899	269	262 617
Autres engagements liés au crédit	577	795	1 586	1 498	1 324	478	680	148	107 499	114 585
Autres engagements	141	–	–	–	–	–	–	–	556	697
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>5 438 \$</b>	<b>6 369 \$</b>	<b>12 163 \$</b>	<b>14 060 \$</b>	<b>14 261 \$</b>	<b>36 113 \$</b>	<b>174 447 \$</b>	<b>27 986 \$</b>	<b>108 374 \$</b>	<b>399 211 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, ainsi que les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le BSIF a autorisé les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres liées au rajustement de la valeur du crédit, selon Bâle III, sur une période de cinq ans qui a pris fin le 31 décembre 2018. En date du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit avaient été entièrement appliqués pour chaque catégorie de fonds propres, ce qui a fait en sorte que la valeur d'actif pondéré en fonction des risques était la même pour toutes les catégories. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit appliqués aux fonds propres CET1, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 80 %, 83 % et 86 %.

Nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale par le Conseil de stabilité financière (CSF). Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %. Puisque l'exigence imposée aux banques d'importance systémique intérieure est la même que celle que doivent respecter les banques d'importance systémique mondiale, soit 1 % de l'actif pondéré en fonction des risques, notre désignation en tant que banque d'importance systémique mondiale n'a eu aucune autre incidence sur l'exigence en matière d'absorption des pertes à prendre en compte dans le calcul de notre ratio CET1. Nos indicateurs d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale sont présentés plus loin.

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes des banques d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une faillite. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la loi de la SADC et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques s'entend de la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques, tandis que le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes s'entend de la capacité totale d'absorption des pertes divisée par l'exposition du ratio de levier. Le BSIF a émis un avis exigeant des banques d'importance systémique qu'elles maintiennent un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes de 23,25 % (compte tenu de la réserve pour stabilité intérieure révisée) tel qu'il est indiqué ci-dessous ainsi qu'un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 % au titre de leurs positions de levier. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'amélioration de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer de s'améliorer grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2018, nous sommes tenus d'adopter les révisions, prescrites par le BSIF, à la ligne directrice sur les normes de fonds propres concernant le cadre de titrisation et à l'approche standard pour le risque de contrepartie (AS-RCC).

Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que les exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 janvier 2019	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	11,4 %	1,5 %	> 9,5 %
Fonds propres de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	12,7 %	1,5 %	> 11,0 %
Total des fonds propres	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,5 %	1,5 %	> 13,0 %
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,3 %	s.o.	> 3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) Avec prise d'effet le 20 juin 2018, le BSIF exige des banques qu'elles divulguent publiquement leur réserve pour stabilité intérieure conformément aux exigences du deuxième pilier. Avec prise d'effet le 30 avril 2019, le BSIF a rehaussé la réserve pour stabilité intérieure à 1,75 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

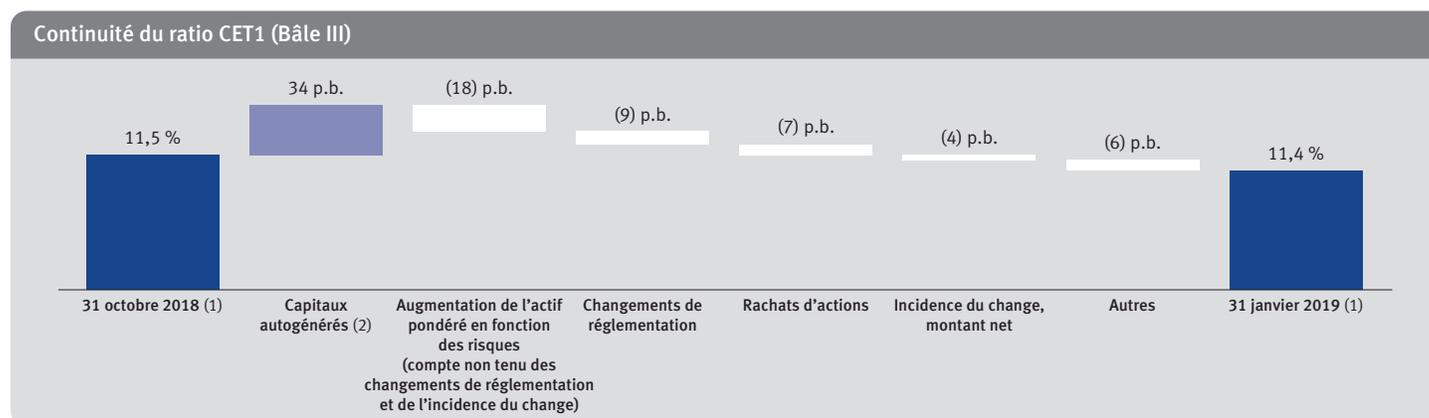
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	57 963 \$	57 001 \$	51 145 \$
Fonds propres de première catégorie	64 341	63 279	57 925
Total des fonds propres	73 758	72 494	66 984
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)</b>			
Aux fins du calcul du ratio CET1	508 512 \$	495 528 \$	466 758 \$
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	508 512	495 993	466 758
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	508 512	496 459	466 758
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : (1)			
Risque de crédit	410 003 \$	401 534 \$	375 260 \$
Risque de marché	34 862	32 209	30 100
Risque opérationnel	63 647	62 716	60 119
Ajustement au titre du plancher réglementaire (3)	–	–	1 279
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres</b>	<b>508 512 \$</b>	<b>496 459 \$</b>	<b>466 758 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	11,4 %	11,5 %	11,0 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	12,8 %	12,4 %
Ratio du total des fonds propres	14,5 %	14,6 %	14,4 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 501,8 \$	1 450,8 \$	1 363,9 \$

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.
- (3) Depuis l'introduction de l'accord de Bâle II en 2008, le BSIF prescrit un plancher de fonds propres aux institutions qui utilisent l'approche avancée fondée sur les notations internes pour l'évaluation du risque de crédit. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> février 2018, le plancher de fonds propres minimal sera requis si les exigences en matière de fonds propres aux termes de Bâle III, telles qu'établies par le BSIF, sont inférieures à 75 % de l'actif pondéré en fonction des risques et fondé sur les approches standards de Bâle II. Avant le 1<sup>er</sup> février 2018, le seuil des exigences en matière de fonds propres calculé selon Bâle I était de 90 %.

## Premier trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Capitaux autogénérés d'un montant de 1,7 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 11,4 %, en baisse de 10 p.b. par rapport au trimestre dernier. Cette baisse reflète principalement la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques par suite de l'expansion des activités, des changements réglementaires liés au retrait progressif des facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur de crédit et des révisions à la ligne directrice sur les normes de fonds propres, tel qu'il est indiqué précédemment, ainsi que des rachats d'actions, neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

Notre actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a augmenté de 13 milliards de dollars, hausse découlant de l'expansion des activités des prêts de gros et de détail, et des portefeuilles liés au risque de marché. L'incidence des changements de réglementation au cours du trimestre considéré a aussi contribué à la hausse.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 12,7 %, a fléchi de 10 p.b. en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués ci-dessus à l'égard du ratio CET1. Le ratio de fonds propres de première catégorie a aussi subi les effets favorables des émissions d'actions privilégiées, montant net.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,5 % a baissé de 10 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio de fonds propres de première catégorie.

Notre ratio de levier de 4,3 % est en baisse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance de l'exposition du ratio de levier, soit surtout en ce qui a trait aux prêts et aux titres, aux changements de réglementation et aux rachats d'actions, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		159	11 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation		(3 684)	(45)
Émission d'actions privilégiées, série BO (2)	2 novembre 2018	14 000	350
Rachat d'actions privilégiées, série AD (2)	24 novembre 2018	(10 000)	(250)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, voir la note 9 de nos états financiers résumés.

Le 23 février 2018, nous avons annoncé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 27 février 2018 et qui prendra fin le 26 février 2019 ou à une date antérieure si nous avons procédé au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, environ 3,7 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 348 millions de dollars.

Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuellement en vigueur, depuis son lancement, a été d'environ 9,7 millions, pour un prix d'environ 947 millions de dollars.

Le 2 novembre 2018, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BO au prix de 25 \$ chacune.

Le 24 novembre 2018, nous avons racheté la totalité des 10 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD au prix de 25 \$ chacune.

Nous avons également annoncé avoir l'intention de racheter, le 24 février 2019, la totalité des 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série AK, la totalité des 13,6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AJ, ainsi que la totalité des 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AL. Ces actions seront rachetées au prix de 25 \$ chacune.

## Principales données concernant les actions

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2019		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises (1)	1 435 505	17 601 \$	0,98 \$
Actions propres – actions ordinaires	(432)	(36)	
Actions ordinaires en circulation	1 435 073	17 565 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	9 435		
Exercibles	4 589		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,23
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions privilégiées émises	255 020	6 406 \$	
Actions propres – actions privilégiées (6)	7	–	
Actions privilégiées en circulation	255 027	6 406 \$	
Dividendes			
Actions ordinaires		1 407 \$	
Actions privilégiées		74	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.  
(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.  
(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.  
(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).  
(5) Représente 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.  
(6) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des actions propres.

Au 15 février 2019, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 435 383 084, déduction faite des actions propres détenues de 207 046, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions était de 9 347 472.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les actions privilégiées de série BO, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 2 820 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 66,28 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 janvier 2019.

**Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation** (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs de la méthodologie d'évaluation pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme il a été indiqué précédemment, le CSF a publié la liste des banques d'importance systémique mondiale et nous avons été désignés comme telle. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 octobre 2018	31 octobre 2017
<b>Activité transfrontalière</b> (2)		
Créances transfrontalières	612 292 \$	507 554 \$
Passifs transfrontaliers	441 686	337 153
<b>Taille</b> (3)		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 467 438	1 331 641
<b>Interdépendance</b> (4)		
Actifs dans le système financier	126 112	144 688
Passifs dans le système financier	140 979	130 724
Titres en circulation	353 591	351 781
<b>Substituabilité/infrastructure financière</b> (5)		
Activité de paiement	42 917 581	37 964 746
Actifs sous garde	4 262 294	4 061 111
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	245 992	235 431
<b>Complexité</b> (6)		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	17 467 923	12 937 404
Titres détenus à des fins de transaction et titres de placement (7), (8)	55 855	53 781
Actifs de niveau 3	2 549	3 574

- (1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et les directives du CBCB de janvier 2019. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui en exclut les filiales de RBC Assurances. Pour connaître nos informations à fournir indépendamment sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2018, se reporter à l'information réglementaire à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs).
- (2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.
- (3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la Banque selon les règles de ratio de levier de Bâle III, avant ajustements réglementaires.
- (4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.
- (5) Représente la mesure dans laquelle les services de la Banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.
- (6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la Banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.
- (7) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2017, les titres de placement comprennent les titres d'emprunt et les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que les titres d'emprunt évalués au coût amorti, déduction faite de la correction de valeur applicable, selon IFRS 9. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2017, les titres de placement comprenaient les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance selon IAS 39.
- (8) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

**Quatrième trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017**

En 2018, le capital nominal des dérivés hors cote a augmenté sous l'effet surtout de l'accroissement des activités de négociation sur les swaps de taux d'intérêt et les contrats de garantie de taux d'intérêt. L'exposition totale liée au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III s'est accrue en raison des activités des clients relativement à nos actifs achetés en vertu de conventions de revente et aux titres empruntés, et en raison de la croissance du volume de prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts). Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales et de l'incidence du change.

**Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation****Exigences de communication financière au titre du troisième pilier**

En décembre 2018, le CBCB a publié la troisième et dernière phase de la norme d'obligation d'information du troisième pilier intitulée *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif actualisé*. Cette phase comporte des mises à jour et ajouts au cadre du troisième pilier découlant de l'achèvement des réformes de Bâle III en décembre 2017, dont des obligations d'information additionnelles qui comparent l'actif pondéré en fonction des risques calculé selon les modèles internes des banques aux résultats obtenus selon l'approche standard, ainsi que de nouvelles obligations d'information portant sur les charges grevant les actifs et sur contraintes liées à la distribution du capital. Les exigences de la troisième phase, combinées aux obligations d'information des première et deuxième phases respectivement publiées en janvier 2015 et en mars 2017, complètent le cadre du troisième pilier.

Les exigences au titre de la première phase sont entrées en vigueur pour nous au quatrième trimestre de 2018. Pour l'instant, le BSIF n'a pas encore publié la date d'entrée en vigueur des obligations d'information des deuxième et troisième phases. Selon nos prévisions, les consultations devraient commencer au milieu de 2019.

**Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché**

Le 19 janvier 2019, le CBCB a publié la version finale de ses normes relatives aux *Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché*, qui remplacent une version antérieure publiée en janvier 2016. La révision de ces normes raffine le cadre de l'approche standard, clarifie la portée des expositions assujetties à l'exigence de fonds propres liée au risque de marché, modifie le processus utilisé pour évaluer la pertinence des modèles internes de gestion du risque et modifie les critères d'identification des

facteurs de risque admissibles aux modèles internes. Le CBCB s'attend à ce que les administrations membres mettent en œuvre la nouvelle version des normes d'ici 2022. Le BSIF n'a pas encore publié ses directives finales ni fait connaître la date d'entrée en vigueur prévue.

### Réserve pour stabilité intérieure

En décembre 2018, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure serait portée de 1,5 % à 1,75 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques à compter du 30 avril 2019. Cette modification a été apportée par suite de l'examen semestriel de la réserve pour stabilité intérieure effectué par le BSIF, sur la base de sa surveillance continue des institutions financières fédérales et des faits nouveaux touchant l'ensemble du système et le secteur. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à nous conformer à ces exigences à la date d'entrée en vigueur.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, ainsi qu'à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du rapport annuel 2018 et du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018 et de nos états financiers résumés du premier trimestre de 2019.

### Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

#### Changements de méthodes comptables

Au premier trimestre, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2018 est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons ajusté le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2018, afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

#### Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2019, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2019.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2018, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	52	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56, 59-63, 243-245	–
	3	Risques connus et risques émergents		57-58	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	45-46	104-109	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	46	56, 59-63	–
	6	Culture à l'égard du risque		59-63	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		114	–
	8	Simulation de crise		60-62, 77	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure		104-109	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		103-109	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	26
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		64-68	25,*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	26
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 64-66	40	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	37-38	84-86 90-91	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	39, 42	86, 89	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	44-45	92-93	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	39-41	86-88	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	36-37	81-82	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	33-36	76-80	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76-77	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	25-32	64-76, 186-191	29-40,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	66-69	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		65-68, 117-119, 119-144, 146-148	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	31, 36
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		69	42
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		67	39
Autres	31	Autres types de risque		94-103	–
	32	Événements publics comportant des risques		98-99, 230-231	–

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2018.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018
<b>Actifs</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	36 471
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	138 173	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	97 659	94 608
	235 832	222 866
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>297 660</b>	<b>294 602</b>
<b>Prêts</b> (note 5)		
Prêts de détail	401 767	399 452
Prêts de gros	191 114	180 278
	592 881	579 730
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 061)	(2 912)
	589 820	576 818
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>1 443</b>	<b>1 368</b>
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	16 750	15 641
Dérivés	84 816	94 039
Locaux et matériel	2 918	2 832
Goodwill	11 149	11 137
Autres immobilisations incorporelles	4 711	4 687
Autres actifs	42 422	44 064
	162 766	172 400
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 366 207 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts</b> (note 6)		
Particuliers	280 171 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	540 234	534 371
Banques	32 159	32 521
	852 564	837 046
<b>Passif net des fonds distincts</b>	<b>1 443</b>	<b>1 368</b>
<b>Autres</b>		
Acceptations	16 781	15 662
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	224 529	206 814
Dérivés	81 766	90 238
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	10 512	10 000
Autres passifs	55 465	52 273
	422 295	407 234
<b>Débiteures subordonnées</b>	<b>9 255</b>	<b>9 131</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 285 557</b>	<b>1 254 779</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées (note 9)	6 406	6 309
Actions ordinaires (note 9)	17 565	17 617
Bénéfices non distribués	52 208	51 112
Autres composantes des capitaux propres	4 374	4 823
	80 553	79 861
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>97</b>	<b>94</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>80 650</b>	<b>79 955</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 366 207 \$</b>	<b>1 334 734 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)		
Prêts	6 160 \$	4 973 \$
Titres	1 696	1 354
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 148	1 108
Dépôts et autres	145	105
	10 149	7 540
<b>Frais d'intérêt</b> (note 3)		
Dépôts et autres	3 225	1 987
Autres passifs	1 948	1 034
Débitures subordonnées	92	74
	5 265	3 095
<b>Revenu net d'intérêt</b>	4 884	4 445
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 579	1 144
Revenus tirés des activités de négociation	358	318
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 450	1 325
Revenus tirés des fonds communs de placement	873	885
Commissions de courtage en valeurs mobilières	342	355
Frais bancaires	468	440
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	345	541
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	249	281
Revenus sur cartes	282	257
Commissions de crédit	315	328
Profits nets sur les titres de placement (note 4)	46	39
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	15	25
Autres	383	445
	6 705	6 383
<b>Total des revenus</b>	11 589	10 828
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	514	334
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	1 225	836
<b>Frais autres que d'intérêt</b>		
Ressources humaines (note 7)	3 643	3 502
Matériel	431	372
Frais d'occupation	397	379
Communications	240	224
Honoraires	305	281
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	290	261
Autres	606	592
	5 912	5 611
<b>Bénéfice avant impôt</b>	3 938	4 047
Impôt sur le résultat	766	1 035
<b>Bénéfice net</b>	3 172 \$	3 012 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>		
Actionnaires	3 170 \$	3 001 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	11
	3 172 \$	3 012 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 10)	2,15 \$	2,02 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 10)	2,15	2,01
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	0,98	0,91

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 012 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>		
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(24)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	(1)	15
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(29)	(28)
	<b>(31)</b>	<b>(37)</b>
<b>Écarts de change</b>		
Profits (pertes) de change latents	35	(2 006)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(66)	658
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	2	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	2	–
	<b>(27)</b>	<b>(1 348)</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(316)	424
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(74)	(153)
	<b>(390)</b>	<b>271</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>		
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	(394)	49
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	163	(18)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	7	(2)
	<b>(224)</b>	<b>29</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(672)</b>	<b>(1 085)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>2 500 \$</b>	<b>1 927 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>		
Actionnaires	2 497 \$	1 919 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	8
	<b>2 500 \$</b>	<b>1 927 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(4)\$	42 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	–	(4)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(17)	(15)
Profits (pertes) de change latents	1	(5)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(24)	219
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	1	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(113)	183
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(27)	(86)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(125)	20
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	59	(7)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(1)
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(250)\$</b>	<b>346 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019												
	Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)													
<b>Solde au début de la période</b>	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 112 \$	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 861 \$	94 \$	79 955 \$	
Ajustement de transition (note 2)	–	–	–	–	(70)	–	–	–	–	(70)	–	(70)	
<b>Solde ajusté au début de la période</b>	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 042 \$	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 791 \$	94 \$	79 885 \$	
Variation des capitaux propres													
Capital social émis	350	11	–	–	–	–	–	–	–	361	–	361	
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(303)	–	–	–	–	(348)	–	(348)	
Rachat d'actions privilégiées	(250)	–	–	–	–	–	–	–	–	(250)	–	(250)	
Actions propres – vente	–	–	82	1 529	–	–	–	–	–	1 611	–	1 611	
Actions propres – achat	–	–	(85)	(1 547)	–	–	–	–	–	(1 632)	–	(1 632)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 407)	–	–	–	–	(1 407)	–	(1 407)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(74)	–	–	–	–	(74)	–	(74)	
Autres	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2	
Bénéfice net	–	–	–	–	3 170	–	–	–	–	3 170	2	3 172	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(224)	(31)	(28)	(390)	(449)	(673)	1	(672)	
<b>Solde à la fin de la période</b>	6 406 \$	17 601 \$	– \$	(36) \$	52 088 \$	(43) \$	4 119 \$	298 \$	4 374 \$	80 553 \$	97 \$	80 650 \$	

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018

	Autres composantes des capitaux propres												
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global												
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)													
<b>Solde au début de la période</b>	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	45 359 \$	378 \$	3 545 \$	431 \$	4 354 \$	73 829 \$	599 \$	74 428 \$	
Ajustement de transition	–	–	–	–	(558)	(378)	–	–	(79)	(637)	–	(637)	
<b>Solde ajusté au début de la période</b>	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	44 801 \$	– \$	3 545 \$	431 \$	4 275 \$	73 192 \$	599 \$	73 791 \$	
Variation des capitaux propres													
Capital social émis	–	30	–	–	–	–	–	–	–	30	–	30	
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(113)	–	–	(810)	–	–	–	–	(923)	–	(923)	
Rachat d'actions privilégiées	(107)	–	–	–	2	–	–	–	–	(105)	–	(105)	
Actions propres – vente	–	–	69	1 425	–	–	–	–	–	1 494	–	1 494	
Actions propres – achat	–	–	(69)	(1 405)	–	–	–	–	–	(1 474)	–	(1 474)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 319)	–	–	–	–	(1 319)	–	(1 319)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(72)	–	–	–	–	(72)	–	(90)	
Autres	–	–	–	–	135	–	–	–	–	(3)	–	(4)	
Bénéfice net	–	–	–	–	3 001	–	–	–	–	3 001	11	3 012	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	29	(37)	(1 345)	271	(1 111)	(1 082)	(3)	(1 085)	
<b>Solde à la fin de la période</b>	6 306 \$	17 647 \$	– \$	(7) \$	45 764 \$	124 \$	2 200 \$	702 \$	3 026 \$	72 736 \$	588 \$	73 324 \$	

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	3 172 \$	3 012 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	514	334
Amortissement	150	135
Impôt différé	(162)	271
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	293	261
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(15)	(22)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(49)	(43)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	512	195
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	86	(132)
Impôt exigible	(159)	(1 970)
Actifs dérivés	9 223	(10 489)
Passifs dérivés	(8 472)	12 092
Titres détenus à des fins de transaction	(9 915)	1 194
Prêts, déduction faite de la titrisation	(13 151)	(3 579)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(3 058)	(38 789)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	15 518	10 414
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	17 715	40 235
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	995	396
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(478)	(166)
Autres	(1 492)	1 225
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>11 227</b>	<b>14 574</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(2 182)	(4 607)
Produit de la vente de titres de placement	3 285	5 217
Produit de l'arrivée à échéance de titres de placement	15 019	7 132
Achat de titres de placement	(20 668)	(13 342)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(561)	(357)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(5 107)</b>	<b>(5 957)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires	9	23
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(348)	(923)
Émission d'actions privilégiées	350	–
Rachat d'actions privilégiées	(250)	(105)
Actions propres – vente	1 611	1 494
Actions propres – achat	(1 632)	(1 474)
Dividendes versés	(1 483)	(1 396)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	(18)
Variation des emprunts à court terme des filiales	4 860	(1)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>3 117</b>	<b>(2 400)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	587	(136)
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>9 824</b>	<b>6 081</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	30 209	28 407
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>40 033 \$</b>	<b>34 488 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>		
Intérêts versés	4 748 \$	3 001 \$
Intérêts reçus	9 660	7 255
Dividendes reçus	493	410
Impôt sur le résultat payé	791	3 118

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 31 janvier 2019 (2,4 milliards au 31 octobre 2018; 2,5 milliards au 31 janvier 2018; 2,3 milliards au 31 octobre 2017).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**Note 1 Informations générales**

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2018 et les notes annexes présentés aux pages 138 à 240 de notre rapport annuel 2018. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 21 février 2019, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements**

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

**Changements de méthodes comptables**

Au premier trimestre, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons réduit de 70 millions de dollars, après impôt, le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2018 (date de l'application initiale), afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation.

**Commissions et honoraires**

Les commissions et honoraires ont essentiellement trait aux commissions de gestion de placements et de services de garde, aux revenus tirés des fonds communs de placement, aux commissions de courtage en valeurs mobilières, aux frais bancaires, aux commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, aux revenus sur cartes et aux commissions de crédit, et sont comptabilisés en fonction des contrats de service conclus avec les clients qui s'y rattachent.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement correspondent généralement à un pourcentage des valeurs liquidatives quotidiennes ou de fin de période, selon les modalités des contrats conclus avec des clients et elles sont perçues mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, selon les modalités des contrats. Les commissions de gestion de placements et de services de garde découlent généralement des biens sous gestion lorsque nos clients font appel aux capacités de placement d'un gestionnaire de placements ou des biens administrés lorsque la stratégie de placement est gérée par le client ou par un gestionnaire tiers désigné. Les revenus tirés des fonds communs de placement sont tirés de la valeur liquidative quotidienne des fonds communs de placement. Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement sont comptabilisés au fil du temps, lorsque le service est fourni au client, s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières et les frais bancaires qui sont liés à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été fourni. Lorsque les services sont fournis au fil du temps, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont fournis.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont principalement trait à la prise ferme de nouvelles émissions de titres d'emprunt ou de titres de participation et à divers services-conseils. Les commissions de prise ferme sont habituellement exprimées en pourcentage des montants obtenus par l'émission de titres et sont comptabilisées lorsque le service a été fourni. Les honoraires tirés des services-conseils varient en fonction de l'étendue et du type de mandat et peuvent être fixes ou varier en fonction d'un événement futur. Les honoraires des services-conseils sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle le service est fourni et ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les revenus sur cartes comprennent principalement les revenus d'interchange et les frais de cartes annuels. Les revenus d'interchange correspondent à un pourcentage fixe du montant de la transaction et sont comptabilisés lorsque la transaction par carte est réglée. Les frais de cartes annuels sont fixes et sont comptabilisés sur une période de 12 mois.

Les commissions de crédit sont essentiellement gagnées lorsque les prêts consortiaux sont mis en place et que du crédit est rendu disponible sur les facilités non utilisées. Le moment de la constatation des commissions de crédit varie en fonction de la nature des services fournis.

Lorsque des frais bancaires et d'autres coûts sont engagés à l'égard de commissions et honoraires gagnés, nous comptabilisons le montant brut de ces coûts dans les Frais autres que d'intérêt – Autres ou dans les Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, si nous avons déterminé que la responsabilité première d'exécuter le contrat conclu avec le client nous incombe et que nous pouvons établir, à notre gré, le prix des commissions et honoraires gagnés, ce qui pourrait nécessiter l'exercice du jugement.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

#### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	22 856 \$	– \$	– \$	15 797 \$	15 797 \$	38 653 \$	38 653 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	130 542	7 631	–	–	–	–	138 173	138 173
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	51 366	529	45 764	45 546	97 659	97 441
	130 542	7 631	51 366	529	45 764	45 546	235 832	235 614
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	223 953	–	–	–	73 707	73 707	297 660	297 660
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	118	194	95	–	399 325	397 339	399 732	397 746
Prêts de gros	6 671	1 643	463	–	181 311	179 595	190 088	188 372
	6 789	1 837	558	–	580 636	576 934	589 820	586 118
Autres								
Dérivés	84 816	–	–	–	–	–	84 816	84 816
Autres actifs (1)	1 350	–	–	–	45 372	45 372	46 722	46 722
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	146 \$	15 088 \$			264 937 \$	264 491 \$	280 171 \$	279 725 \$
Entreprises et gouvernements (2)	12	110 561			429 661	430 314	540 234	540 887
Banques (3)	–	5 942			26 217	26 256	32 159	32 198
	158	131 591			720 815	721 061	852 564	852 810
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	–			–	–	33 242	33 242
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	218 297			6 232	6 234	224 529	224 531
Dérivés	81 766	–			–	–	81 766	81 766
Autres passifs (4)	(1 113)	23			60 616	60 578	59 526	59 488
Déventures subordonnées	–	–			9 255	9 416	9 255	9 416

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Au 31 octobre 2018							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	20 274 \$	– \$	– \$	16 197 \$	16 197 \$	36 471 \$	36 471 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	121 031	7 227	–	–	–	–	128 258	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	48 093	406	46 109	45 367	94 608	93 866
	121 031	7 227	48 093	406	46 109	45 367	222 866	222 124
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	219 108	–	–	–	75 494	75 490	294 602	294 598
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	69	190	94	–	397 102	394 051	397 455	394 404
Prêts de gros	7 129	1 540	458	–	170 236	168 087	179 363	177 214
	7 198	1 730	552	–	567 338	562 138	576 818	571 618
Autres								
Dérivés	94 039	–	–	–	–	–	94 039	94 039
Autres actifs (1)	1 373	–	–	–	46 205	46 205	47 578	47 578
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	150 \$	14 602 \$			255 402 \$	255 115 \$	270 154 \$	269 867 \$
Entreprises et gouvernements (2)	(11)	103 446			430 936	431 158	534 371	534 593
Banques (3)	–	7 072			25 449	25 462	32 521	32 534
	139	125 120			711 787	711 735	837 046	836 994
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 247	–			–	–	32 247	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	201 839			4 975	4 976	206 814	206 815
Dérivés	90 238	–			–	–	90 238	90 238
Autres passifs (4)	(1 434)	18			54 917	54 880	53 501	53 464
Débiteures subordonnées	–	–			9 131	9 319	9 131	9 319

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux												
	31 janvier 2019					31 octobre 2018							
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3					
<b>Actifs financiers</b>													
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	22 856 \$	- \$	22 856 \$		\$ 22 856 \$	- \$	20 274 \$	- \$	20 274 \$		\$ 20 274 \$	
<b>Titres</b>													
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>													
Émis ou garantis													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	11 168	5 725	-	16 893		16 893	8 342	6 231	-	14 573		14 573	
Provinces et municipalités	-	11 679	-	11 679		11 679	-	11 350	-	11 350		11 350	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	979	43 329	65	44 373		44 373	2 068	31 030	66	33 164		33 164	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	2 941	5 917	-	8 858		8 858	1 151	9 018	-	10 169		10 169	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	965	-	965		965	-	1 001	-	1 001		1 001	
Titres adossés à des actifs													
Titres non garantis par des créances	-	797	9	806		806	-	1 023	110	1 133		1 133	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	20 900	22	20 922		20 922	2	22 303	21	22 326		22 326	
Titres de participation	30 316	2 285	1 076	33 677		33 677	30 847	2 547	1 148	34 542		34 542	
	45 404	91 597	1 172	138 173		138 173	42 410	84 503	1 345	128 258		128 258	
<b>Titres de placement</b>													
Émis ou garantis													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	-	527	-	527		527	-	238	-	238		238	
Provinces et municipalités	-	2 281	-	2 281		2 281	-	1 554	-	1 554		1 554	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	34	18 142	-	18 176		18 176	-	18 136	-	18 136		18 136	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	1 964	-	1 964		1 964	-	1 470	-	1 470		1 470	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	2 226	27	2 253		2 253	-	2 174	-	2 174		2 174	
Titres adossés à des actifs													
TGC (3)	-	6 424	-	6 424		6 424	-	6 239	-	6 239		6 239	
Titres non garantis par des créances	-	891	-	891		891	-	863	-	863		863	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	18 715	135	18 850		18 850	-	17 227	192	17 419		17 419	
Titres de participation	41	217	247	505		505	42	103	237	382		382	
Titres en substitut de prêt	-	24	-	24		24	-	24	-	24		24	
	75	51 411	409	51 895		51 895	42	48 028	429	48 499		48 499	
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	-	223 953	-	223 953		223 953	-	219 108	-	219 108		219 108	
<b>Prêts</b>	-	8 358	826	9 184		9 184	-	8 929	551	9 480		9 480	
<b>Autres</b>													
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	-	35 044	209	35 253		35 253	1	33 862	222	34 085		34 085	
Contrats de change	-	33 819	42	33 861		33 861	-	43 253	53	43 306		43 306	
Dérivés de crédit	-	134	-	134		134	-	38	-	38		38	
Autres contrats	4 720	11 656	159	16 535		16 535	5 868	11 654	296	17 818		17 818	
Ajustements d'évaluation	-	(441)	10	(431)		(431)	-	(631)	6	(625)		(625)	
Total des dérivés, montant brut	4 720	80 212	420	85 352		85 352	5 869	88 176	577	94 622		94 622	
Ajustements de compensation						(536)						(583)	
Total des dérivés	1 105	184	61	1 350		84 816	1 020	288	65	1 373		94 039	
Autres actifs						1 350						1 373	
	51 304 \$	478 571 \$	2 888 \$	532 763 \$		(536)\$	49 341 \$	469 306 \$	2 967 \$	521 614 \$		(583)\$	521 031 \$
<b>Passifs financiers</b>													
<b>Dépôts</b>													
Particuliers	- \$	15 143 \$	91 \$	15 234 \$		\$ 15 234 \$	- \$	14 362 \$	390 \$	14 752 \$		\$ 14 752 \$	
Entreprises et gouvernements	-	110 573	-	110 573		110 573	-	103 440	(5)	103 435		103 435	
Banques	-	5 942	-	5 942		5 942	-	7 072	-	7 072		7 072	
<b>Autres</b>													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 124	15 118	-	33 242		33 242	17 732	14 515	-	32 247		32 247	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	218 297	-	218 297		218 297	-	201 839	-	201 839		201 839	
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	-	29 658	759	30 417		30 417	-	29 620	726	30 346		30 346	
Contrats de change	-	34 285	30	34 315		34 315	-	41 836	32	41 868		41 868	
Dérivés de crédit	-	208	-	208		208	-	94	-	94		94	
Autres contrats	3 135	13 674	261	17 070		17 070	4 369	13 730	380	18 479		18 479	
Ajustements d'évaluation	-	295	(3)	292		292	-	29	5	34		34	
Total des dérivés, montant brut	3 135	78 120	1 047	82 302		82 302	4 369	85 309	1 143	90 821		90 821	
Ajustements de compensation						(536)						(583)	
Total des dérivés	262	(1 404)	52	(1 090)		81 766	170	(1 654)	68	(1 416)		90 238	
Autres passifs						(1 090)						(1 416)	
	21 521 \$	441 789 \$	1 190 \$	464 500 \$		(536)\$	22 271 \$	424 883 \$	1 596 \$	448 750 \$		(583)\$	448 167 \$

(1) Au 31 janvier 2019, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 28 175 millions de dollars et à néant (16 776 millions et néant au 31 octobre 2018), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 4 961 millions de dollars et à 1 450 millions (4 713 millions et à 1 348 millions au 31 octobre 2018).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2019, l'incidence de l'ajustement d'une ou plus d'une donnée non observable par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2018.

**Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3**

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019								
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	66 \$	(1)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	65 \$	– \$
<b>Titres adossés à des actifs</b>									
Titres non garantis par des créances	110	15	–	–	(116)	–	–	9	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	1	–	–	–	–	–	22	–
Titres de participation	1 148	(18)	–	80	(143)	9	–	1 076	(5)
	1 345	(3)	–	80	(259)	9	–	1 172	(4)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	27	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	192	(3)	2	–	(56)	–	–	135	s.o.
Titres de participation	237	–	10	–	–	–	–	247	s.o.
Titres en substitut de prêt	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
	429	(3)	12	27	(56)	–	–	409	s.o.
<b>Prêts</b>	551	17	1	264	(2)	–	(5)	826	16
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(504)	(68)	–	–	40	2	(20)	(550)	(6)
Contrats de change	21	(7)	6	2	–	(1)	(9)	12	(1)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(84)	45	–	(9)	(23)	(17)	(14)	(102)	60
Ajustements d'évaluation	1	–	–	–	12	–	–	13	–
Autres actifs	65	–	–	–	(4)	–	–	61	–
	1 824 \$	(19)\$	19 \$	364 \$	(292)\$	(7)\$	(48)\$	1 841 \$	65 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(390)\$	(30)\$	(1)\$	(9)\$	5 \$	(18)\$	352 \$	(91)\$	2 \$
Entreprises et gouvernements	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(68)	–	–	–	16	–	–	(52)	1
	(453)\$	(30)\$	(1)\$	(9)\$	21 \$	(18)\$	347 \$	(143)\$	3 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actifs</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	508 \$	4 \$	(13)\$	– \$	(312)\$	– \$	– \$	187 \$	(5)\$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	196	12	(6)	–	(6)	–	–	196	10
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(1)	–	–	–	–	–	29	(1)
Titres de participation	923	(68)	(21)	179	(40)	4	(2)	975	(43)
	1 657	(53)	(40)	179	(358)	4	(2)	1 387	(39)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	29	(5)	4	–	–	–	–	28	s.o.
Titres de participation	217	–	26	–	3	–	–	246	s.o.
Titres en substitut de prêt	3	–	–	–	–	–	–	3	s.o.
	249	(5)	30	–	3	–	–	277	s.o.
<b>Prêts</b>	477	(1)	(1)	50	(4)	–	–	521	(1)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(455)	45	–	27	1	–	(130)	(512)	46
Contrats de change	21	6	1	–	4	1	–	33	4
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(181)	53	6	(30)	(2)	(34)	31	(157)	24
Ajustements d'évaluation	(16)	–	–	–	5	–	–	(11)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	1 752 \$	45 \$	(4)\$	226 \$	(351)\$	(29)\$	(101)\$	1 538 \$	34 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(465)\$	(31)\$	4 \$	(149)\$	22 \$	(52)\$	117 \$	(554)\$	(24)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(24)	(1)	1	(5)	1	–	–	(28)	–
	(489)\$	(32)\$	5 \$	(154)\$	23 \$	(52)\$	117 \$	(582)\$	(24)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 11 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (profits de 32 millions au 31 janvier 2018) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2019 comprenait des actifs dérivés de 420 millions de dollars (485 millions 31 janvier 2018) et des passifs dérivés de 1 047 millions de dollars (1 132 millions au 31 janvier 2018).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 497 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 172 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, il n'y a eu aucun transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- 8 millions de dollars d'options sur actions négociées sur le marché hors cote et classées dans les autres contrats, composées de 203 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et de 195 millions de dollars de passifs liés aux dérivés, en raison d'un changement dans l'observabilité des données sur le marché.
- 352 millions de dollars de dépôts de particuliers, attribuables aux changements dans l'importance des données non observables et l'observabilité sur le marché des données utilisées pour calculer les justes valeurs.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers**

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 794 \$	1 644 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	272	152
Instruments financiers évalués au coût amorti	7 083	5 744
	<b>10 149</b>	<b>7 540</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 730 \$	1 410 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	2 535	1 685
	<b>5 265</b>	<b>3 095</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>4 884 \$</b>	<b>4 445 \$</b>

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé du résultat net : revenu d'intérêt de 129 millions de dollars (124 millions au 31 janvier 2018) et charge d'intérêt de 1 million (2 millions au 31 janvier 2018).

(2) Inclut un revenu de dividende de 437 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (367 millions au 31 janvier 2018), qui est présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé résumé du résultat net.

**Note 4 Titres****Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Émis ou garantis</b>								
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral (3)	529 \$	– \$	(2)\$	527 \$	244 \$	– \$	(6)\$	238 \$
Provinces et municipalités	2 282	10	(11)	2 281	1 578	2	(26)	1 554
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	18 086	180	(90)	18 176	18 000	285	(149)	18 136
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	1 964	1	(1)	1 964	1 469	2	(1)	1 470
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 275	1	(23)	2 253	2 176	1	(3)	2 174
Titres adossés à des actifs								
TGC	6 468	1	(45)	6 424	6 248	1	(10)	6 239
Titres non garantis par des créances	887	5	(1)	891	856	9	(2)	863
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	18 856	26	(32)	18 850	17 439	22	(42)	17 419
Titres de participation	312	195	(2)	505	197	186	(1)	382
Titres en substitut de prêt	25	–	(1)	24	25	–	(1)	24
	<b>51 684 \$</b>	<b>419 \$</b>	<b>(208)\$</b>	<b>51 895 \$</b>	<b>48 232 \$</b>	<b>508 \$</b>	<b>(241)\$</b>	<b>48 499 \$</b>

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 45 764 millions de dollars au 31 janvier 2019 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (46 109 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 9 millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2019 (11 millions au 31 octobre 2018) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 1 467 millions de dollars, à néant, à 17 millions de dollars et à 1 450 millions de dollars au 31 janvier 2019 (1 442 millions, néant, 6 millions et 1 436 millions au 31 octobre 2018).

**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par niveau, pour les titres d'emprunt évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les niveaux – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats et originations – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Décomptabilisations et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Réévaluations – Elles reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les niveaux et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2019				le 31 janvier 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3 (2)	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Solde au début de la période	4 \$	7 \$	– \$	11 \$	3 \$	22 \$	– \$	25 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats et originations	2	–	–	2	34	–	–	34
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(1)	(7)	–	(8)	–	(17)	–	(17)
Réévaluations	1	–	3	4	–	2	–	2
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Solde à la fin de la période	6 \$	– \$	3 \$	9 \$	37 \$	5 \$	– \$	42 \$

- (1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat net est présenté au poste Autres composantes des capitaux propres.
- (2) Le niveau 3 comprend des corrections de valeur pour pertes de crédit liées aux titres dépréciés acquis de 3 millions de dollars.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2019				le 31 janvier 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	32 \$	– \$	38 \$	9 \$	45 \$	– \$	54 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	–	–	–	–	3	(3)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	–	–	–	–	(7)	7	–	–
Achats et originations	1	–	–	1	1	–	–	1
Décomptabilisations et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	(9)	–	(10)
Réévaluations	(1)	(2)	–	(3)	(1)	(2)	–	(3)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(3)	–	(3)
Solde à la fin de la période	6 \$	30 \$	– \$	36 \$	4 \$	35 \$	– \$	39 \$

**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3 (1)	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3 (1)	Total
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	50 640 \$	3 \$	– \$	50 643 \$	46 956 \$	479 \$	– \$	47 435 \$
Qualité inférieure	594	1	–	595	500	33	–	533
Titres dépréciés	–	–	127	127	–	–	125	125
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)	51 234 \$	4 \$	127 \$	51 365 \$	47 456 \$	512 \$	125 \$	48 093 \$
				530				406
				51 895 \$				48 499 \$
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	44 454 \$	112 \$	– \$	44 566 \$	44 958 \$	119 \$	– \$	45 077 \$
Qualité inférieure	549	685	–	1 234	367	703	–	1 070
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
Correction de valeur pour pertes de crédit	45 003 \$	797 \$	– \$	45 800 \$	45 325 \$	822 \$	– \$	46 147 \$
Coût amorti	6	30	–	36	6	32	–	38
	44 997 \$	767 \$	– \$	45 764 \$	45 319 \$	790 \$	– \$	46 109 \$

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 127 millions de dollars (125 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2019					le 31 janvier 2018				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	382 \$	33 \$	(4)\$	(2)\$	409 \$	378 \$	13 \$	(13)\$	(15)\$	363 \$
Prêts aux particuliers	895	123	(113)	(13)	892	826	145	(102)	(8)	861
Prêts sur cartes de crédit	760	140	(120)	–	780	693	98	(110)	(1)	680
Prêts aux petites entreprises	51	6	(5)	(1)	51	49	9	(7)	(1)	50
<b>Prêts de gros</b>	<b>979</b>	<b>204</b>	<b>(61)</b>	<b>(12)</b>	<b>1 110</b>	<b>1 010</b>	<b>72</b>	<b>(18)</b>	<b>(39)</b>	<b>1 025</b>
<b>Engagements de clients en contrepartie d'acceptations</b>	<b>21</b>	<b>10</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>31</b>	<b>20</b>	<b>(3)</b>	<b>–</b>	<b>(1)</b>	<b>16</b>
	<b>3 088 \$</b>	<b>516 \$</b>	<b>(303)\$</b>	<b>(28)\$</b>	<b>3 273 \$</b>	<b>2 976 \$</b>	<b>334 \$</b>	<b>(250)\$</b>	<b>(65)\$</b>	<b>2 995 \$</b>
<b>Présentation ventilée :</b>										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	2 912 \$				3 061 \$	2 749 \$				2 776 \$
Autres passifs – Dotations	154				180	207				202
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	21				31	20				16
Autres composantes des capitaux propres	1				1	–				1

(1) Comprend les revenus d'intérêt sur les prêts douteux de 21 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (17 millions au 31 janvier 2018).

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour les prêts et engagements, par niveau, pour chaque grande catégorie de produits.

Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les niveaux – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats et originations – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Décomptabilisations et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Réévaluations – Elles reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les niveaux et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au niveau 1 et au niveau 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2019				le 31 janvier 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$	140 \$	65 \$	173 \$	378 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	8	(8)	–	–	22	(22)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	(3)	4	(1)	–	(5)	5	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 3	(1)	(8)	9	–	–	(3)	3	–
Achats et originations	13	–	–	13	16	–	–	16
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(3)	(2)	–	(5)	(3)	(3)	–	(6)
Réévaluations	(18)	30	13	25	(36)	27	12	3
Sorties du bilan	–	–	(5)	(5)	–	–	(14)	(14)
Recouvrements	–	–	1	1	–	–	1	1
Écart de change et autres	–	(1)	(1)	(2)	(4)	(2)	(9)	(15)
Solde à la fin de la période	138 \$	79 \$	192 \$	409 \$	130 \$	67 \$	166 \$	363 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$	278 \$	427 \$	121 \$	826 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	132	(132)	–	–	204	(204)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	(23)	23	–	–	(42)	42	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 3	–	(44)	44	–	–	(43)	43	–
Achats et originations	23	–	–	23	26	2	–	28
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(7)	(30)	–	(37)	(9)	(35)	–	(44)
Réévaluations	(132)	190	79	137	(180)	271	70	161
Sorties du bilan	–	–	(144)	(144)	–	–	(129)	(129)
Recouvrements	–	–	31	31	–	–	27	27
Écart de change et autres	–	–	(13)	(13)	(2)	(1)	(5)	(8)
Solde à la fin de la période	235 \$	519 \$	138 \$	892 \$	275 \$	459 \$	127 \$	861 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	161 \$	599 \$	– \$	760 \$	251 \$	442 \$	– \$	693 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	110	(110)	–	–	228	(228)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	(19)	19	–	–	(40)	40	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 3	–	(80)	80	–	–	(37)	37	–
Achats et originations	1	–	–	1	3	1	–	4
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(1)	(6)	–	(7)	(4)	(30)	–	(34)
Réévaluations	(84)	190	40	146	(224)	279	73	128
Sorties du bilan	–	–	(153)	(153)	–	–	(142)	(142)
Recouvrements	–	–	33	33	–	–	32	32
Écart de change et autres	–	–	–	–	(2)	1	–	(1)
Solde à la fin de la période	168 \$	612 \$	– \$	780 \$	212 \$	468 \$	– \$	680 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$	15 \$	15 \$	19 \$	49 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	5	(5)	–	–	8	(8)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	(1)	1	–	–	(2)	2	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 3	–	(3)	3	–	–	(3)	3	–
Achats et originations	3	–	–	3	3	–	–	3
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(1)	(2)	–	(3)	(1)	(2)	–	(3)
Réévaluations	(7)	11	2	6	(7)	12	4	9
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	1	(1)	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	16 \$	18 \$	17 \$	51 \$	17 \$	15 \$	18 \$	50 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$	251 \$	352 \$	407 \$	1 010 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers (depuis) le niveau 1	24	(24)	–	–	58	(58)	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 2	(9)	11	(2)	–	(35)	35	–	–
Transferts vers (depuis) le niveau 3	(1)	(16)	17	–	–	(6)	6	–
Achats et originations	68	10	–	78	52	8	–	60
Décomptabilisations et arrivées à échéance	(43)	(43)	–	(86)	(41)	(52)	–	(93)
Réévaluations	(11)	84	139	212	(32)	63	74	105
Sorties du bilan	–	–	(68)	(68)	–	–	(27)	(27)
Recouvrements	–	–	7	7	–	–	9	9
Écart de change et autres	(1)	(1)	(10)	(12)	(4)	(8)	(27)	(39)
Solde à la fin de la période	301 \$	361 \$	448 \$	1 110 \$	249 \$	334 \$	442 \$	1 025 \$

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Faible risque	224 589 \$	4 523 \$	– \$	229 112 \$	222 026 \$	3 688 \$	– \$	225 714 \$
Risque moyen	13 229	1 455	–	14 684	13 681	1 369	–	15 050
Risque élevé	2 559	2 836	–	5 395	2 577	2 897	–	5 474
Non notés	35 451	604	–	36 055	34 670	578	–	35 248
Prêts douteux	–	–	754	754	–	–	726	726
<b>Total</b>	<b>275 828</b>	<b>9 418</b>	<b>754</b>	<b>286 000</b>	<b>272 954</b>	<b>8 532</b>	<b>726</b>	<b>282 212</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (1)				312				259
<b>Total</b>				<b>286 312</b>				<b>282 471</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Faible risque	70 837 \$	1 383 \$	– \$	72 220 \$	71 763 \$	1 256 \$	– \$	73 019 \$
Risque moyen	6 002	2 107	–	8 109	6 124	1 925	–	8 049
Risque élevé	945	1 641	–	2 586	998	1 672	–	2 670
Non notés	8 041	70	–	8 111	8 595	64	–	8 659
Prêts douteux	–	–	310	310	–	–	303	303
<b>Total</b>	<b>85 825</b>	<b>5 201</b>	<b>310</b>	<b>91 336</b>	<b>87 480</b>	<b>4 917</b>	<b>303</b>	<b>92 700</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Faible risque	13 030 \$	102 \$	– \$	13 132 \$	13 185 \$	100 \$	– \$	13 285 \$
Risque moyen	2 124	1 621	–	3 745	2 234	1 632	–	3 866
Risque élevé	131	1 293	–	1 424	139	1 331	–	1 470
Non notés	833	31	–	864	764	30	–	794
<b>Total</b>	<b>16 118</b>	<b>3 047</b>	<b>–</b>	<b>19 165</b>	<b>16 322</b>	<b>3 093</b>	<b>–</b>	<b>19 415</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Faible risque	2 147 \$	29 \$	– \$	2 176 \$	2 004 \$	46 \$	– \$	2 050 \$
Risque moyen	2 180	99	–	2 279	2 230	102	–	2 332
Risque élevé	88	188	–	276	95	178	–	273
Non notés	176	1	–	177	166	1	–	167
Prêts douteux	–	–	46	46	–	–	44	44
<b>Total</b>	<b>4 591</b>	<b>317</b>	<b>46</b>	<b>4 954</b>	<b>4 495</b>	<b>327</b>	<b>44</b>	<b>4 866</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Faible risque	186 385 \$	1 474 \$	– \$	187 859 \$	182 426 \$	1 270 \$	– \$	183 696 \$
Risque moyen	9 791	244	–	10 035	10 794	239	–	11 033
Risque élevé	3 745	158	–	3 903	3 740	166	–	3 906
Non notés	2 473	36	–	2 509	2 584	35	–	2 619
<b>Total</b>	<b>202 394</b>	<b>1 912</b>	<b>–</b>	<b>204 306</b>	<b>199 544</b>	<b>1 710</b>	<b>–</b>	<b>201 254</b>
<b>Prêts de gros</b>								
<b>Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	52 494 \$	201 \$	– \$	52 695 \$	46 869 \$	324 \$	– \$	47 193 \$
Qualité inférieure	109 104	12 015	–	121 119	106 027	10 190	–	116 217
Non notés	6 928	411	–	7 339	6 692	411	–	7 103
Prêts douteux	–	–	1 647	1 647	–	–	1 096	1 096
<b>Total</b>	<b>168 526</b>	<b>12 627</b>	<b>1 647</b>	<b>182 800</b>	<b>159 588</b>	<b>10 925</b>	<b>1 096</b>	<b>171 609</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (1)				8 314				8 669
<b>Total</b>				<b>191 114</b>				<b>180 278</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	227 610 \$	2 \$	– \$	227 612 \$	222 970 \$	93 \$	– \$	223 063 \$
Qualité inférieure	90 067	8 110	–	98 177	88 828	7 069	–	95 897
Non notés	4 764	–	–	4 764	4 291	–	–	4 291
<b>Total</b>	<b>322 441</b>	<b>8 112</b>	<b>–</b>	<b>330 553</b>	<b>316 089</b>	<b>7 162</b>	<b>–</b>	<b>323 251</b>

(1) Les prêts de détail en cours – Prêts hypothécaires résidentiels et les prêts de gros en cours, qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation, sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

**Prêts en souffrance mais non douteux** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 992 \$	1 403 \$	174 \$	4 569 \$	2 995 \$	1 402 \$	179 \$	4 576 \$
Prêts de gros	1 562	485	–	2 047	1 246	468	–	1 714
	4 554 \$	1 888 \$	174 \$	6 616 \$	4 241 \$	1 870 \$	179 \$	6 290 \$

- (1) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

**Note 6 Dépôts**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	138 660 \$	49 566 \$	91 945 \$	280 171 \$	135 101 \$	48 873 \$	86 180 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	233 044	8 416	298 774	540 234	238 617	8 606	287 148	534 371
Banques	8 019	172	23 968	32 159	8 750	299	23 472	32 521
	379 723 \$	58 154 \$	414 687 \$	852 564 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$
<b>Dépôts non productifs d'intérêts</b> <sup>(4)</sup>								
Canada	88 807 \$	5 058 \$	– \$	93 865 \$	88 119 \$	5 086 \$	– \$	93 205 \$
États-Unis	30 411	–	–	30 411	34 098	–	–	34 098
Europe <sup>(5)</sup>	582	–	–	582	564	–	–	564
Autres pays	5 595	5	–	5 600	5 495	5	–	5 500
<b>Dépôts productifs d'intérêts</b> <sup>(4)</sup>								
Canada	215 335	15 229	311 520	542 084	213 747	15 112	292 641	521 500
États-Unis	2 510	33 430	63 170	99 110	2 478	33 099	67 211	102 788
Europe <sup>(5)</sup>	31 089	1 168	27 597	59 854	32 930	1 412	26 598	60 940
Autres pays	5 394	3 264	12 400	21 058	5 037	3 064	10 350	18 451
	379 723 \$	58 154 \$	414 687 \$	852 564 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.  
(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.  
(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.  
(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2019, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 315 milliards de dollars, 21 milliards, 42 milliards et 32 milliards (309 milliards, 20 milliards, 38 milliards et 32 milliards au 31 octobre 2018, respectivement).  
(5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

**Échéances contractuelles des dépôts à terme**

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	110 375 \$	89 553 \$
De 3 à 6 mois	48 374	59 109
De 6 à 12 mois	79 462	80 773
De 1 à 2 ans	59 814	51 798
De 2 à 3 ans	42 381	45 550
De 3 à 4 ans	26 131	21 127
De 4 à 5 ans	23 684	23 863
Plus de 5 ans	24 466	25 027
	414 687 \$	396 800 \$
<b>Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus</b> <sup>(1)</sup>	<b>378 000 \$</b>	<b>362 000 \$</b>

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

**Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
Coûts des services rendus au cours de la période	74 \$	89 \$	10 \$	10 \$
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	(5)	2	16	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	–
Frais administratifs	4	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	73 \$	95 \$	28 \$	26 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	61	52	–	–
	<b>134 \$</b>	<b>147 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>26 \$</b>

**Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	607 \$	18 \$	57 \$	– \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(1)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(144)	(85)	–	–
	<b>463 \$</b>	<b>(67)\$</b>	<b>56 \$</b>	<b>(2)\$</b>

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

**Note 8 Impôt sur le résultat***Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au premier trimestre, nous avons reçu des avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet des années d'imposition 2013 et 2012 qui interdisent la déduction des dividendes, ce qui a eu pour effet l'ajout d'impôt sur le résultat additionnel, car la déductibilité fiscale de certains dividendes a été refusée au motif que ces dividendes s'inscrivaient dans un « mécanisme de transfert de dividendes ». Ces avis de nouvelle cotisation sont conformes aux propositions reçues auparavant et décrites à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2018. Nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

**Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Actions privilégiées**

Le 2 novembre 2018, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BO à un prix de 25 \$ l'action, soit un produit brut de 350 millions de dollars. Pour la période de cinq ans initiale, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2024, les actions privilégiées de série BO donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels au taux annuel de 4,8 %, s'ils sont déclarés. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,38 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série BP, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus 2,38 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions privilégiées de série BO, en tout ou en partie, au prix par action de 25 \$, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série BO sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 24 novembre 2018, nous avons racheté la totalité des 10 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AD, au prix de 25 \$ l'action.

**Actions ordinaires émises <sup>(1)</sup>**

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2019		le 31 janvier 2018	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	159	11 \$	464	30 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	(3 684)	(45)	(9 297)	(113)
	(3 525)	(34)\$	(8 833)	(83)\$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2019 et 2018, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 348 millions de dollars (prix moyen de 94,40 \$ l'action) et la valeur comptable, 45 millions (valeur comptable de 12,25 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 923 millions de dollars (prix moyen de 99,29 \$ l'action) et la valeur comptable, 113 millions (valeur comptable de 12,25 \$ l'action).

**Note 10 Bénéfice par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2018
<b>Bénéfice de base par action</b>		
Bénéfice net	3 172 \$	3 012 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(74)	(72)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(11)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 096	2 929
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 437 074	1 451 781
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,15 \$	2,02 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 096 \$	2 929 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 100	2 933
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 437 074	1 451 781
Options sur actions (1)	2 033	3 069
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	737	751
Actions échangeables (2)	3 351	3 113
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 443 195	1 458 714
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,15 \$	2,01 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019, 1 364 706 options en cours au prix d'exercice moyen de 99,73 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018, aucune option en cours n'avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

**Note 11 Actions en justice et questions de réglementation**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. En conséquence, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2018, mises à jour ci-dessous.

*Litige portant sur les frais d'interchange*

Le procès de l'affaire Watson a été reporté du 14 octobre 2019 au 19 octobre 2020.

## Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 134 \$	744 \$	– \$	(31)\$	1 006 \$	31 \$	4 884 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 284	2 204	1 579	662	1 092	(116)	6 705
Total des revenus	4 418	2 948	1 579	631	2 098	(85)	11 589
Dotation à la provision pour pertes de crédit	348	26	–	–	140	–	514
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 225	–	–	–	1 225
Frais autres que d'intérêt	1 915	2 164	154	418	1 230	31	5 912
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 155	758	200	213	728	(116)	3 938
Charge (économie) d'impôt	584	161	34	52	75	(140)	766
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 571 \$</b>	<b>597 \$</b>	<b>166 \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>653 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>3 172 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	153 \$	147 \$	11 \$	34 \$	95 \$	– \$	440 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	2 856 \$	612 \$	– \$	128 \$	866 \$	(17)\$	4 445 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 309	2 171	1 144	548	1 309	(98)	6 383
Total des revenus	4 165	2 783	1 144	676	2 175	(115)	10 828
Dotation à la provision pour pertes de crédit	317	(2)	–	–	20	(1)	334
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	836	–	–	–	836
Frais autres que d'intérêt	1 801	2 011	142	389	1 214	54	5 611
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 047	774	166	287	941	(168)	4 047
Charge (économie) d'impôt	526	177	39	68	193	32	1 035
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 521 \$</b>	<b>597 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>219 \$</b>	<b>748 \$</b>	<b>(200)\$</b>	<b>3 012 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	140 \$	130 \$	9 \$	30 \$	87 \$	– \$	396 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

### Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	458 817 \$	93 905 \$	16 787 \$	148 670 \$	604 422 \$	43 606 \$	1 366 207 \$
Total du passif	458 826 \$	94 050 \$	16 826 \$	148 658 \$	604 438 \$	(37 241)\$	1 285 557 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	453 879 \$	93 063 \$	16 210 \$	136 030 \$	590 950 \$	44 602 \$	1 334 734 \$
Total du passif	453 878 \$	93 162 \$	16 289 \$	135 944 \$	590 582 \$	(35 076)\$	1 254 779 \$

**Note 13 Gestion des fonds propres****Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au premier trimestre de 2019, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et de levier)	Aux	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018
<b>Fonds propres (1)</b>		
Fonds propres CET1	57 963 \$	57 001 \$
Fonds propres de première catégorie	64 341	63 279
Total des fonds propres	73 758	72 494
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)</b>		
Aux fins du calcul du ratio CET1	508 512	495 528
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	508 512	495 993
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	508 512	496 459
<b>L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : (1)</b>		
Risque de crédit	410 003	401 534
Risque de marché	34 862	32 209
Risque opérationnel	63 647	62 716
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres</b>	<b>508 512 \$</b>	<b>496 459 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>		
Ratio CET1	11,4 %	11,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	12,8 %
Ratio du total des fonds propres	14,5 %	14,6 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 501,8 \$	1 450,8 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :  
Computershare Trust Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :  
Computershare Investor Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception de la série C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :  
Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
155 Wellington Street West  
Toronto (Ontario) M5V 3K7  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Dates de paiement des dividendes pour 2019

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre
Actions privilégiées de série AJ, AK et AL	24 janvier	22 février
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 26 juillet 28 octobre	7 février 7 mai 7 août 7 novembre

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 27 février 2018 au 26 février 2019, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à compléter les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2019

Premier trimestre 22 février  
Deuxième trimestre 23 mai  
Troisième trimestre 21 août  
Quatrième trimestre 4 décembre

### Assemblée annuelle de 2019

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 4 avril 2019 à 9 h 30 (heure de l'Atlantique), au Halifax Convention Centre, 1650, Argyle Street, à Halifax (Nouvelle-Écosse), Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.